

Arrêté d'autorisation environnementale

Société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE à LANDIRAS (33720)

Le Préfet de la Gironde,

VU le code de l'environnement et notamment le titre 8 du livre I^{er} et ses titres 1 et 2 du livre II et le titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2 du code de l'environnement, codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement, figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié *relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements* ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 *portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion* ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié *relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées* ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié *relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740* ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques))* ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »* ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées* ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 *relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation* ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié *relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets* ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 30 août 2010 modifié *relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)*

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* ;

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 *relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié *relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185* ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié *relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration* ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910* ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442* ;

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 *fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement* ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 *relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU l'arrêté du 10 mars 2022 *portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant* ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 *constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux* ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 *portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Nappes Profondes de Gironde » révisé* ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 31 juillet 2014 *portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Ciron »* ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 10 mars 2022 *portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant* ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 7 juillet 2023 *portant approbation du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies* ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2025 *relatif aux Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier* ;

VU l'avis du 11 avril 2024 *sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement* ;

VU la demande présentée le 30 juin 2022, complétée le 28 mars 2025, par monsieur PANNETIER Eric, directeur de site de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE dont le siège social est situé 1, rue de la Division Leclerc à PETERSBACH (67290), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité maximale de 488 tonnes/jour, de stockage en entrepôts couverts de matières combustibles et de stockage d'alcools de bouche, sur le territoire de la commune de LANDIRAS (33720) à 1925, Route des Coudannes ;

VU la demande de déroger aux dispositions des paragraphes 4 « Dispositions constructives » et 7 « Dimensions des cellules » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral 14556/3 du 9 mars 2010 antérieurement délivré à la société LES CAVES DE LANDIRAS pour l'établissement exploité sur le territoire de la commune de LANDIRAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 *relatif au rejet de substances dangereuses dans le milieu-aquatique : surveillance pérenne, programme d'action et étude technico-économique* ;

VU le récépissé 17446 du 2 août 2012 de la déclaration du 30 juillet 2012 portant changement d'exploitant de l'établissement au profit de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE ;

VU l'absence d'avis dans le délai de 2 mois de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Nouvelle-Aquitaine sur le projet ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU la décision en date du 19 juin 2025 du président du tribunal administratif de portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 18 juillet 2025 au 18 août 2025 ;

VU les mesures de publicité effectuées préalablement à l'enquête, dans deux journaux du département ;

VU le certificat constatant l'affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête pendant un mois dans la commune concernée ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 18 juillet 2025 au 18 août 2025 ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 8 septembre 2025 ;

VU les avis exprimés lors de l'enquête publique ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de LANDIRAS, BUDOS et ILLATS ;

VU le mémoire en réponse de l'exploitant en date du 13 novembre 2025 ;

VU les arrêtés de sursis à statuer ;

VU le projet d'arrêté porté le 7 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet le 14 novembre 2025 ;

VU le rapport et les propositions en date du 17 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable en date du 4 décembre 2025 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- Qui consiste en l'extension d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation environnementale, avec :
 - Une augmentation des activités de préparation et conditionnement de vins de 74 tonnes/jour, de 414 tonnes/jour à 488 tonnes/jour, au titre de la rubrique 3642 « *Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus* » de la nomenclature des installations classées,
 - La régularisation de la situation administrative du site au regard des rubriques 1510 « *Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques* », 2250 « *Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole* » et 4755 « *Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables* » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
 - L'aménagement et l'exploitation d'un stockage d'alcools de bouche en vue du vieillissement d'eau-de-vie de vin (Brandy),
 - L'aménagement de nouveaux équipements, installations et bâtiments sur le site, destinés à la vinification de Crémants, à la production d'énergie photovoltaïque, à la modification de la station d'épuration des eaux résiduaires industrielles, à la protection du site contre le risque incendie,

- Une augmentation du prélèvement d'eau depuis le forage BSS002ADWY à 25 m³/h, 500 m³/j et à 140 000 m³/an ;
- La collecte et le rejet des eaux pluviales du site, à un débit régulé dans le Tursan (masse d'eau FRFRR54_23) ;
- Le défrichement de 7,11 ha ;
- Qui consiste en l'extension du périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement, intégrant de nouvelles parcelles cadastrales liées à l'aménagement du site ;
- Qui paraît compatible avec la réglementation sur les espèces protégées et ne nécessite pas de demander à déroger aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;
- Qui conduit à une augmentation de la consommation d'eau ;
- Qui génère une augmentation notable du trafic routier ;
- Qui ne conduit pas à la production de nouveau type de déchet ; seules les quantités de déchets annuellement augmentent ;
- Qui ne conduit pas, en cas d'accident, à générer de nouveaux effets en dehors du site ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- Sur un site industriel existant ;
- En dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, floristique et faunistique ;
- En dehors de zones humides ;
- Au sein d'une zone artificialisée, entourée de boisements et de milieux associés, identifiés au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine ;
- En limite immédiate :
 - D'un périmètre de protection éloigné de captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
 - De la ZNIEFF de type I « Rives du Tursan et de ses affluents, et zones humides associées » 720020061 ;
 - De la ZNIEFF de type II « Le réseau Hydrographique du Ciron » 720001968 ;
- A 3,5 km à l'ouest de la Zone Natura 2000 (Directive Habitats) « Vallée du Ciron » FR7200693 ;
- En connexion hydraulique avec le Tursan (masse d'eau FRFRR54_23) : les eaux pluviales et les eaux résiduaires industrielles traitées par la station d'épuration de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE sont rejetés dans cette masse d'eau qui conflue avec le Ciron (masse d'eau FRFRR54) à 6 km à l'est ;
- En dehors de périmètres définis par un plan de prévention de risques naturels (PPRN) et du risque technologique (PPRT) ;
- En zone concernée par les obligations légales de débroussaillage (OLD) ;
- En zone de répartition des eaux au titre de l'aquifère supérieur de référence « CRÉTACÉ SUPÉRIEUR TERMINAL »
- En zone UY, correspondant à une zone destinée spécifiquement à l'implantation d'activités industrielles ou artisanale, du plan local d'urbanisme de la commune de LANDIRAS, approuvé le 26 septembre 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans le document de référence applicable à l'installation et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur des industries agroalimentaires et laitières (FDM) ;

CONSIDÉRANT que le « rapport de base » adressé avec la demande d'autorisation environnementale ne propose pas de programme de surveillance des sols et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le projet doit permettre d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement et de garantir la santé et la salubrité publique afin de satisfaire aux exigences de la préservation des écosystèmes aquatiques et de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations l'exploitant met en œuvre les dispositions prévues dans son dossier de demande d'autorisation environnementale dont un système d'appauvrissement en oxygène de l'atmosphère à l'intérieur des MGH ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Gironde peut, au regard des caractéristiques et dispositions constructives de certaines installations dédiées aux activités de préparation et conditionnement de vins et de stockage de matières combustibles, être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie et préconise à la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE d'établir un plan d'opération interne en cas de sinistre, conformément aux dispositions de l'article R. 181-54 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE « Nappes profondes de Gironde » du 11 octobre 2024 demandant que l'autorisation de prélèvement d'eau depuis le forage BSS002ADWY soit l'objet d'un réexamen décennal en vue de sa prorogation, sous un nouvel avis de la Commission Locale de l'Eau ;

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du « Ciron » du 16 mai 2025 sous réserve de la mise en place d'un suivi des débits du Tursan, en amont du rejet des eaux résiduaires industrielles de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, de la mise en place d'un suivi de la qualité du cours d'eau en amont et en aval de ce même point de rejet et de la présentation annuelle des résultats obtenus auprès de la Commission Locale de l'Eau ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que la zone des effets de surpression de 50 mbar, seuils des effets irréversibles (SEI) délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine et seuil des dégâts légers sur les structures, sort du périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement, à l'ouest, atteint la route départementale RD11 ainsi que les terrains des entreprises tierces implantées dans la zone artisanale en face du site ;

CONSIDÉRANT que les zones des autres effets de surpression et thermiques restent comprises au périmètre de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que les conditions de rejet des eaux résiduaires industrielles traitées par la station d'épuration autonome du site, les conditions de rejet des eaux pluviales, la défense du site contre l'incendie et les conditions de rétention sur site des eaux d'extinction incendie nécessitent des prescriptions particulières pour la protection des intérêts listés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au pétitionnaire de prendre les mesures nécessaires à l'intégration paysagère du site en privilégiant les essences locales non invasives et non allergènes ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que la demande a été instruite par l'inspection des installations classées et que l'instruction conclut que les risques associés aux installations projetées sur le périmètre du site sont acceptables au regard du dossier déposé par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel, selon la typologie des usages définie à l'article D. 556-1 A du code de l'environnement ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale statuant sur sa demande ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, représentée par monsieur PANNETIER Eric, directeur du site de LANDIRAS, dont le siège social est situé 1, rue de la Division Leclerc à PETERSBACH (67290), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LANDIRAS (33720), 1925, Route des Coudannes (coordonnées Lambert 93 X = 427 908 et Y = 6 388 993), les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS.

Les prescriptions du présent arrêté annulent et remplacent celles de l'arrêté préfectoral 14556/3 du 9 mars 2010.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 est abrogé.

ARTICLE 1.1.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

Les installations autorisées sont situées sur la commune, les parcelles et les lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles cadastrales	Superficie	Lieux-dits
LANDIRAS	Parcelles 1136, 1180, 1227, 1296, 1356, 1357 de la section cadastrale F	44,11 ha	Lieu-dit « Au pas du Lioï »
	Parcelles 1112, 1115, 1120, 1126, 1137, 1222, 1223, 1225, 1293, 1294, 1298, 1299, 1354, 1355, 1358 à 1361, 1364 à 1366, 1368, 1376 à 1384 de la section cadastrale F		Lieu-dit « Bouscaton »

La surface des bâtiments représente 8,98 ha, celle de la voirie, 8,73 ha et celle des espaces verts, friches et rétentions diverses, 26,39 ha.

Sur ces 26,39 ha, 3,88 ha sont susceptibles d'être imperméabilisés dans le cadre de futures extensions.

ARTICLE 1.1.4. AUTORISATIONS EMBARQUÉES.

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 7,11 ha les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface à défricher par parcelle
LANDIRAS	Lieu-dit « Au pas du Lioï »	F	1356	13,42 ha	0,56 ha
	Lieu-dit « Bouscaton »	F	1381	9,05 ha	6,55 ha
Total :				22,47 ha	7,11 ha

ARTICLE 1.1.5. INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE DES ICPE À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION.

À l'exception des dispositions particulières visées au TITRE 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au CHAPITRE 1.5 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS.

ARTICLE 1.2.1. INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITÉS.

Article 1.2.1.1. Nomenclature des installations classées.

Les installations de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

	Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des ICPE	Capacité maximale	Classement de l'installation
1	3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : Supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Capacité de production : 488 tonnes de produits finis par jour	Autorisation
2	1510-2a	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³	Bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 » de 259 008 m ³ : 2 546 tonnes Bâtiment « Embouteillage 2 et BIB, Hall 2 à 4 » de 336 540 m ³ : 4 190 tonnes Local de stockage réfrigéré avant déchargement de 2 156 m ³ : 176 tonnes Auvent de stockage près Hall 5 de 2 250 m ³ : Palettes de bouteilles vides entamées MGH 1 de 120 000 m ³ : 8 040 tonnes MGH 2 de 120 000 m ³ : 8 053 tonnes MGH 3 de 120 000 m ³ : 8 040 tonnes Cellule « Expédition MGH » de 27 900 m ³ Volume total des Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD) : 987 854 m ³	Autorisation

	Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des ICPE	Capacité maximale	Classement de l'installation
3	4755	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables	La quantité maximale est précisée en Annexe 1 du présent arrêté.	Autorisation
4	2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	Capacité de production exprimée en équivalent alcool pur : 106 hl/j	Enregistrement
5	1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	2 groupes frigorifiques contenant chacun 185 kg de fluide R134a, soit : 370 kg 13 groupes frigorifiques contenant du fluide R407C, pour un total de : 435,2 kg 14 groupes frigorifiques contenant du fluide R410A, pour un total de : 418,2 kg 2 groupes frigorifiques contenant du fluide R448A, pour un total de : 60 kg Total : 1 283,8 kg	Déclaration et contrôle périodique
6	1414-3	Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage des réservoirs de chariots au propane	Déclaration et contrôle périodique
7	1511-2	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Bâtiment de stockage des Crémants Volume susceptible d'être stocké : 24 000 m ³	Déclaration et contrôle périodique
8	1530-2	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume total de papiers/cartons sur le site : 2 043 m ³	Déclaration et contrôle périodique

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des ICPE	Capacité maximale	Classement de l'installation
9	2910-A2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>Chaudière BABCOCK WANSON BWS A 20 au gaz naturel (Production de vapeur) : 1,368 MW</p> <p>Chaudière HWI970 au gaz naturel (Eau chaude pour le chauffage aérotherme) : 0,975 MW</p> <p>Chaudière HWI970 au gaz naturel (Eau chaude pour le chauffage aérotherme) : 0,975 MW</p> <p>Chaudière BABCOCK WANSON BWD 40 au gaz naturel (Production de vapeur) : 2,71 MW</p> <p>Housseuse du hall de production au gaz naturel (Palettisation) : 0,24 MW</p> <p>Chaudière maison gardien au propane (Chauffage, production d'eau chaude) : 0,026 MW</p> <p>Groupe électrogène au fioul domestique (secours alimentation électrique) : 0,203 MW</p> <p>Chaudière de la station d'épuration si utilisation de propane : 0,3 MW</p> <p>Puissance thermique nominale cumulée : 6,797 MW</p>	Déclaration et contrôle périodique
10	4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>La quantité maximale est précisée en Annexe 1 du présent arrêté.</p>	Déclaration et contrôle périodique

	Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des ICPE	Capacité maximale	Classement de l'installation
11	1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume total de bois sur le site : 1 900 m ³	Déclaration
12	2661-1c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Capacité de production de l'unité de soufflage de bouteilles PET : 6,2 t/j	Déclaration
13	2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale : 298 kW	Déclaration
14	4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation Substances et mélanges liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Acide nitrique 53 % Quantité totale de substances et mélanges liquides : 6,2 t	Déclaration
15	4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Produits désinfectant et de nettoyage Quantité totale de liquides comburants : 2,2 t	Déclaration

Article 1.2.1.2. Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités.

Les installations de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE relèvent des rubriques de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités suivantes :

	Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités	Caractéristiques du site	Classement de l'installation
1	1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h	Prélèvement dans l'aquifère des calcaires du Crétacé supérieur, Débits de prélèvement : 25 m ³ /h 500 m ³ /j 140 000 m ³ /an	Autorisation

	Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités	Caractéristiques du site	Classement de l'installation
2	2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Rejet des eaux pluviales dans le Tursan Surface du bassin versant collectée et drainée : 39,8 ha	Autorisation
3	1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage BSS002ADWY 3 piézomètres	Déclaration
4	1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Prélèvement d'eau pour un volume annuel de : 140 000 m³/an	Déclaration

ARTICLE 1.2.2. RÉGLEMENTATION « IED ».

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3642 « *Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus* » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « FDM » (industries agroalimentaire et laitière) et à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.*

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ.

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 1.4.2. CESSATION D'ACTIVITÉ.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel, défini à l'article D. 556-1 A du code de l'environnement.

En application de l'article R 181-43 du code de l'environnement, en cas de cessation d'activité, l'exploitant met en œuvre les dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6, R. 512-75-1 et R. 515-75 du code de l'environnement.

L'exploitant remet le site dans un état similaire à celui décrit dans le rapport de base, joint à la demande d'autorisation environnementale.

Le forage BSS002ADWY captant à la fois les réservoirs du Plio-Quaternaire du Campano-Maastrichtien, est comblé dans les règles de l'art, afin de prévenir toute communication d'eau entre ces deux aquifères, dès la cessation partielle ou définitive des activités de traitement et transformation des matières premières végétales ou de préparation et de conditionnement de vins, ne nécessitant plus son exploitation dans les conditions fixées au présent arrêté.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES.

ARTICLE 1.5.1. TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes	Critères d'application
31/03/1980	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion	Risque d'explosion
20/08/1985	Arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées	Émissions sonores
23/01/1997	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Émissions sonores
02/02/1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;	Risques chroniques aqueux
29/09/2005	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation	Étude de dangers
31/01/2008	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Déclaration annuelle GEREPE
04/10/2010	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Risques technologiques
28/04/2014	Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement	Déclaration GIDAF
31/05/2021	Arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement	Registre des déchets
30/06/2023	Arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement	Risques chroniques aqueux

ARTICLE 1.5.2. TEXTES SPÉCIFIQUES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes	Critères d'application
13/07/1998	Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740	Stockage d'acide nitrique
14/01/2000	Arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques))	Unité de fabrication de bouteilles PET
29/05/2000	Arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »	Locaux de charge des chariots de manutention
11/09/2003	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié	Exploitation du forage
11/09/2003	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;	Exploitation du forage
23/08/2005	Arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées	Stockage de gaz inflammables liquéfiés (propane, GPL STEP)
30/09/2008	Arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;	Stockage de papier (hors 1510)
30/08/2010	Arrêté ministériel du 30 août 2010 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage des chariots de manutention
14/01/2011	Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Bâtiment de désalcoolisation des vins
27/03/2014	Arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Bâtiment de stockage des Crémants

Dates	Textes	Critères d'application
04/08/2014	Arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié <i>relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185</i>	Équipements climatiques et frigorifiques (> 2 kg)
05/12/2016	Arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié <i>relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration</i>	ICPE relevant de la rubrique 1532
11/04/2017	Arrêté ministériel du 11 avril 2017 <i>relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i>	Stockage en entrepôts couverts
03/08/2018	Arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié <i>relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910</i>	Chaudières, housseuse, groupe électrogène
01/08/2019	Arrêté ministériel du 1 ^{er} août 2019 <i>relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;</i>	Stockage de produits désinfectants et de nettoyage
27/02/2020	Arrêté ministériel du 27 février 2020 <i>relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</i>	Traitement et transformation de matières premières végétales (cuveries, conditionnement BIB, bouteilles, etc.)

ARTICLE 1.5.3. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.

CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.

ARTICLE 2.1.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 2.1.2. DÉFRICHEMENT.

Les parcelles 1356 et 1381 de la section cadastrale F soumises à autorisation de défrichement sont constituées en majorité par des landes forestières, quelques feuillus et de jeunes pins maritimes, pour une surface de 7,11 ha.

Article 2.1.2.1. Mesure d'accompagnement.

La période de réalisation des travaux de défrichement est limitée aux mois de septembre à novembre inclus, en dehors de la période de reproduction de la faune protégée.

Les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toutes les opérations par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins. Ce balisage reste en place durant toute la durée du chantier.

Au minimum 15 jours avant la date de démarrage des travaux, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE informe par courriel l'inspection des installations classées (ddpp-env@gironde.gouv.fr). L'exploitant transmet également le calendrier définitif des travaux de défrichement.

L'exploitant organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

De manière à réduire les incidences du défrichement, un suivi environnemental par un écologue mandaté par l'exploitant est mené pendant la durée de la phase de chantier.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE transmet à l'inspection des installations classées le rapport de synthèse de l'écologue, à l'issue de l'opération de défrichement.

Article 2.1.2.2. Mesure de compensation.

Les boisements compensateurs, pour une surface d'environ 17,1 ha, sont situées sur les bans des communes de :

Communes	Section	Parcelle	Surface cadastrale (ha)	Surface concernée (ha)	Îlots
SAINT-MÉDARD-EN-JALLES	AC	105p	2,23	1,79	120-200-289-1
SAINT-AUBIN-DE-MÉDOC	OD	41	15,16	13,13	370-101-0005-1

Article 2.1.2.3. Convention entre la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, les propriétaires des parcelles et la société XP BOIS.

Une convention est établie entre la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, chacun des propriétaires des parcelles objet des boisements compensateurs et la société XP BOIS, réalisant les boisements compensateurs.

Chacune des conventions établit les droits, devoirs et obligation de chacune des parties dans le cadre de l'opération de reboisement projetée.

Cette convention est adressée à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, puis à chacune de ses modifications.

Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2.1.3. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉCHETS.

L'exploitant procède annuellement à la déclaration de ses émissions polluantes et ses déchets, conformément aux dispositions l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié *relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets*, depuis le site internet : <https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/>.

ARTICLE 2.1.4. PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS – FEU DE FORÊT.

Un débroussaillage et un maintien en état débroussaillé sont réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2025 *relatif aux Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) pris en application de l'article L. 131-10 du code forestier*.

Les bâtiments industriels relevant de la nomenclature des ICPE sont interdits à moins de 30 mètres de tout peuplement de résineux.

ARTICLE 2.1.5. PLAN D'OPÉRATION INTERNE.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-54 du code de l'environnement et à l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde (SDIS) du 19 septembre 2024, l'exploitant établit sous 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, en complément du plan de défense incendie (PDI) prescrit au paragraphe 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, un plan d'opération interne (POI) en cas de sinistre.

Le contenu du POI répond aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié *relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement*.

Le POI et le PDI ainsi que leurs mises à jour respectives sont transmis, en version consolidée, à l'inspection des installations classées et au SDIS de la Gironde.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.1.6. DÉCLARATION D'INCIDENT, D'ACCIDENT OU DE POLLUTION ACCIDENTELLE.

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant informe immédiatement le gestionnaire du réseau de distribution d'eau et la délégation départementale de la Gironde de l'ARS Nouvelle Aquitaine de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur du périmètre de protection des captages « Source Fontanne » et « Puits Fontbanne ».

CHAPITRE 2.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Les dossiers de demandes d'autorisation initiale et successives, les dossiers relatifs aux modifications des installations,
- Les plans tenus à jour,
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté,
- Les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les résultats des contrôles suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
3.2.4.	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Biennale
4.3.1.	Relevé des prélèvements d'eau	Quotidien
4.3.2.	Autosurveillance des eaux résiduaires	Selon paramètre
4.3.3.	Autosurveillance des eaux pluviales.	Annuelle
4.4.1.	Surveillance des eaux du Tursan	Selon paramètre
4.4.2.	Surveillance des eaux souterraines	Annuelle
6.1.3.	Mesures périodiques des niveaux sonores.	Entre le 15 septembre et le 15 octobre de l'année suivant la notification du présent arrêté
7.14.16.	Analyse de la composition du biogaz	Annuelle

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Échéances
2.1.5.	Plan d'opération interne Plan de défense incendie	5 ans suivant la notification du présent arrêté Lors de la mise à jour de ces plans
4.1.3.	Étude technico-économique - Sobriété hydrique	2 ans suivant la notification du présent arrêté
4.1.4.	Autorisation de prélèvement d'eau – réexamen décennal	Délai maximal de 10 ans suivant la notification du présent arrêté
4.4.1.	Bilan de la surveillance des eaux du Tursan	5 ans suivant la notification du présent arrêté

Articles	Documents à transmettre	Échéances
4.4.2.	Caractéristiques, profondeur, aquifère capté, identification BSS et coordonnées Lambert 93 des piézomètres.	1 an suivant la notification du présent arrêté, au plus tard 6 mois avant la réalisation du bassin d'infiltration
6.1.3.	Mesures périodiques des niveaux sonores.	À réception du rapport des mesures
7.1.8.	Étude technico-économique - déplacement et/ou au talutage de la cuve aérienne de 5 tonnes	1 an suivant la notification du présent arrêté
7.1.8.	Travaux - déplacement et/ou au talutage de la cuve aérienne de 5 tonnes	2 ans suivant la notification du présent arrêté
7.2.1.2.	Couverture de la toiture du Hall 4 d'une bande de protection	3 ans suivant la notification du présent arrêté
7.2.1.5.	Couverture de la toiture du bâtiment d'expédition des MGH d'une bande de protection	3 ans suivant la notification du présent arrêté
7.2.5.	Évaluation des flux thermiques	Suite à évolution de la nature et du type de palettes et de produits stockés et des caractéristiques géométriques des stockages extérieurs
7.15.1.	Analyse relative à l'implantation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque sur les ombrières du parking	1 an suivant la notification du présent arrêté

TITRE 3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.

CHAPITRE 3.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION.

ARTICLE 3.1.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 2910 « Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, dans les conditions fixées à son article 2.

CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.

ARTICLE 3.2.1. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES.

Local	N° de conduit	Installations raccordées	Puissance nominale	Combustible	Fonction	Autres caractéristiques
Chaufferie	N°1	Chaudière BABCOCK WANSON	1,368 MW	Gaz naturel	Production de vapeur	Modèle BWS A 20 Mise en service : 2003
	N°2	Chaudière BABCOCK WANSON	2,71 MW	Gaz naturel	Production de vapeur	Modèle BWD 40 Mise en service : 2017

ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET.

Local	N° de conduit	Hauteur en mètres	Diamètre en mètre	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Chaufferie	N°1	13	0,33	4 400	5
	N°2	13	0,41	4 500	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1	
		Concentration mg/Nm ³	Flux g/h
Concentration en O ₂ de référence		3,00 %	
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	150	660
CO	630-08-0	100	440

Paramètre	Code CAS	Conduit n°2	
		Concentration mg/Nm ³	Flux g/h
Concentration en O ₂ de référence		3,00 %	
NO _x en équivalent NO ₂	10102-44-0	100	450
CO	630-08-0	100	450

ARTICLE 3.2.4. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE.

L'exploitant assure une surveillance du rejet N (identification, repère, plan de situation) dans les conditions suivantes :

Local	N° de conduit	Paramètre	Fréquence de l'autosurveillance	Type de laboratoire
Chaufferie	N°1 Chaudière BABCOCK WANSON BWS A 20 N°2 Chaudière BABCOCK WANSON BWD 40	Débit	Biennale	Externe agréé
		O ₂		
		NOX en équivalent NO ₂		
		CO		

TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.

CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau, de la commune du réseau, du code BSS	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³)	
				Horaire	Journalier
Adduction d'eau potable	AEP LANDIRAS	-	80 000	-	-
Eau souterraine	BSS002ADWY	FG072	140 000	25	500
Total :			220 000		

Les prélèvements d'eau issue du forage BSS002ADWY dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine doivent faire l'objet, au préalable, d'une autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, au titre du Code de la Santé Publique (articles L. 1321-7, R. 1321-6 à R. 1321-14).

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX.

Le forage BSS002ADWY présente les caractéristiques suivantes :

Ancien N° B.S.S. :	08514X0047/F
Nouveau N° B.S.S. :	BSS002ADWY
Date de réalisation :	Janvier 1983
Coordonnées géographiques : Lambert 93	X : 428 038 m Y : 6 389 544 m Z : + 41 m NGF
Profondeur atteinte :	60,0 m
Aquifère capté :	Maastrichtien entre 15,0 à 44,5 et de 47,8 à 60,0 m/sol
Niveau piézométrique (statique) :	10,1 m/rep le 15/07/1997 13,8 m/rep le 09/04/2019
Débit d'exploitation autorisé :	25 m ³ /h 500 m ³ /j 140 000 m ³ /an

La conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation du forage BSS002ADWY sont encadrées par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié *portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.*

Le prélèvement d'eau issu du forage BSS002ADWY est encadré par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié *portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.*

ARTICLE 4.1.3. SOBRIÉTÉ HYDRIQUE.

La société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE adresse au Préfet de la Gironde, dans un délai 2 ans suivant la notification du présent arrêté, une étude technico-économique comprenant :

- Un bilan des consommations et économies d'eau sur les 5 dernières années (2020-2024),
- Un plan de continuité d'activité, définissant les besoins en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production ; Le plan devra recenser les actions déjà réalisées pour réduire la consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables,
- Les actions réalisables à un coût économiquement acceptable ; Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.

Pour le site pris dans sa globalité, la consommation annuelle d'eau, toutes origines et tous usages confondus et le ratio « consommation en eau – activité de préparation et conditionnement de vins » maximum, s'établissent comme suit :

Année de référence	Consommation d'eau de référence (en m³) (Ensemble de la consommation d'eau du site quel qu'en soit l'usage)	Production de référence (en hl) (Ensemble des volumes préparés et conditionnés + préparés et expédiés en vrac)	Ratio à ne pas dépasser (litre d'eau par litre de vin produit)
2025	218 750	1 250 000	1,75
À partir de 2028	200 000	1 250 000	1,6

Par la suite, tout dépassement de ce ratio ou de cette consommation annuelle d'eau devra faire l'objet d'une justification écrite.

ARTICLE 4.1.4. AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT D'EAU – RÉEXAMEN DÉCENNAL.

Conformément à l'article 1^{er} du règlement du SAGE « Nappes profondes de Gironde », en vue de la consultation de la Commission Locale de l'Eau, dans un délai maximal de 10 ans suivant la notification du présent arrêté, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE adresse au Préfet de la Gironde, un dossier de porter à connaissance relatif à l'autorisation de prélèvement d'eau depuis le forage BSS002ADWY, comprenant :

- Le bilan des consommations annuelles d'eau des 10 dernières années et leur interprétation,
- La répartition annuelle des prélèvements d'eau (AEP et forage) des 10 dernières années,
- L'analyse et l'interprétation des évolutions de l'activité et des procédés survenues au sein de l'établissement, depuis la notification du présent arrêté,
- Les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre en vue de réaliser des économies d'eau et de maîtriser la consommation d'eau et justifiant un usage optimisé,
- Le dernier rapport de l'inspection décennale du forage BSS002ADWY (diagnostic de l'ouvrage, mesure par micro-moulinet, inspection par caméra de la colonne de captage, étanchéité de l'installation, corrosion des matériaux tubulaires, etc. et absence de communication entre les eaux prélevées, les eaux de surface et les eaux des autres formations aquifères interceptées par le forage).

ARTICLE 4.1.5. ADAPTATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU EN CAS DE SÉCHERESSE.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié *relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement*, indépendamment des dispositions des arrêtés cadres préfectoraux et interpréfectoraux de définition de seuils d'alerte et des mesures à prendre en cas de sécheresse, publiés sur le site internet de la préfecture de la Gironde : <https://www.gironde.gouv.fr/>.

CHAPITRE 4.2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET.

ARTICLE 4.2.1. IDENTIFICATION DES CATÉGORIES D'EAUX RÉSIDUAIRES.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'eaux résiduares suivantes :

- Les eaux exclusivement pluviales et les eaux non susceptibles d'être polluées,
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- Les eaux polluées, les eaux résiduares industrielles et les eaux usées domestiques : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières et des circuits de refroidissement, les eaux vannes, les eaux grises, les eaux de cantine,
- Les eaux résiduares industrielles après épuration interne : les eaux issues de la station d'épuration autonome de l'établissement avant rejet au milieu récepteur.

Les eaux polluées et les eaux résiduares industrielles ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

ARTICLE 4.2.2. LOCALISATION DES POINTS DE REJET.

Article 4.2.2.1. Collecte et rejet des eaux résiduares industrielles.

Les eaux résiduares industrielles après épuration interne sont rejetées au milieu naturel au point de rejet suivant :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Point de rejet dans le Tursan	
Coordonnées Lambert 93 :	X = 428 685 Y = 6 389 232	
Nature des effluents :	Eaux résiduaires industrielles après épuration interne	
Débit maximal de rejet :	Période de forte activité Août/Septembre/Octobre (pendant 4 semaines/an) 710 m³/j	Période d'activité normale Reste de l'année 620 m³/j
Exutoire du rejet :	Rejet par conduite	
Milieu naturel récepteur :	Le Tursan (masse d'eau FRFR54_23)	

Article 4.2.2.2. Collecte et rejet des eaux pluviales.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, transitent par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérification au moins annuelle.

Les eaux pluviales collectées sont dirigées vers l'un des 3 ouvrages de l'établissement :

- Bassin de collecte nord-est des eaux pluviales, aménagé à l'est du MGH3, d'un volume de 3 200 m³ avec un débit de fuite maximal de 54 l/s,
- Bassin de collecte est des eaux pluviales : aménagé à l'est du bâtiment de stockage des Crémants sur latte, d'un volume de 3 000 m³, avec un débit de fuite maximal de 38 l/s,
- Bassin de collecte sud-est des eaux pluviales : aménagé à l'est des chais de vieillissement et au sud bâtiment de stockage des Crémants sur latte, d'un volume de 3 300 m³ puis bassin d'infiltration à l'aval, d'un volume de 528 m³ et d'une surface d'infiltration de 680 m².
- Les eaux pluviales collectées depuis le parking du personnel (véhicules légers uniquement) en partie couvert par des ombrières photovoltaïques sont infiltrées au droit de ce parking.

Un dispositif de fermeture doit permettre d'obturer les canalisations de rejet des eaux pluviales en cas de pollution accidentelle ou d'incendie.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales aboutissent aux 2 points de rejet suivants :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Point de rejet dans le Tursan	Bassin d'infiltration
Coordonnées Lambert 93 :	X = 428 484 Y = 6 389 101	X = 428 220 Y = 6 388 840
Nature des effluents :	Eaux pluviales ayant transité au préalable si nécessaire par un dispositif séparateur d'hydrocarbures	
Débit maximal de rejet :	92 l/s	-
Exutoire du rejet :	Rejet par conduite	Surface d'infiltration de 680 m²
Milieu naturel récepteur :	FRFR54_23 Le Tursan	FRFG047B Sables et graviers Plio-Quaternaires

ARTICLE 4.2.3. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES DISPOSITIFS DE REJET.

Article 4.2.3.1. Conception.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- Réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 4.2.3.2. Aménagement.

Sur chaque canalisation de rejet des eaux résiduaires industrielles et des eaux pluviales et à l'amont du bassin d'infiltration, sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4.2.3.3. Équipements.

Pour les eaux résiduaires industrielles, les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

ARTICLE 4.2.4. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL.

Conformément à l'article R 515-60 a) du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Article 4.2.4.1. Période de forte activité : Entre août et octobre, pendant 4 semaines annuelles.

Débit de référence : Débit maximal journalier (Code SANDRE 1552) :	710 m ³ /j
Température (Code SANDRE 1301) :	Inférieure à 30 °C
pH (Code SANDRE 1302) :	Compris entre 4,5 et 8,5

Paramètres physico-chimiques	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	31,00	22,01
DBO ₅	1313	15,00	10,65
DCO	1314	46,00	32,66
Carbone organique dissous	1841	34,00	24,14
Azote kjeldahl (NKJ)	1319	4,50	3,20
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	2,90	2,06
Nitrites (NO ₂ ⁻)	1339	1,80	1,28
Nitrates (NO ₃ ⁻)	1340	54,50	38,70
Azote Global	1551	17,60	12,50
Phosphore total (P total)	1350	0,90	0,64
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	1433	2,70	1,92

Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites d'émission suivantes, en concentration et en flux :

Paramètres chimiques	N° CAS	Code SANDRE	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
<i>Substances spécifiques du secteur d'activité</i>				
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	7,20	5,11

Paramètres chimiques	N° CAS	Code SANDRE	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	46,90	33,30
<i>Autres paramètres globaux</i>				
Indice phénols	108-95-2	1440	300,00	213,00
Indice cyanures totaux	1957-12-05	1390	100,00	71,00
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 000,00	710,00
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	-	7714	5 000,00	3 550,00
Étain et ses composés	7440-31-5	1380	2 000,00	1 420,00
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 000,00	710,00
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 000,00	7 100,00
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 000,00	10 650,00
<i>Substances de l'état chimique</i>				
Cadmium et ses composés (en Cd)*	7440-43-9	1388	0,45	0,32
Dichlorométhane	75-09-2	1168	10,00	7,10
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	3,50	2,49
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	11,00	7,81
Nonylphénols*	84-852-15-3	1958	0,90	0,64
<i>Autres substances de l'état chimique</i>				
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	6,00	4,26
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS)*	45298-90-6	6561	0,002	0,0014
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	0,70	0,50
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	-	7707	25,00	17,75
Cybutryne	28159-98-0	1935	0,010	0,0071
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	0,00025	0,00018
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	0,0068	0,0048
<i>Polluants spécifiques de l'état écologique</i>				
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	2,40	1,70
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	10,00	7,10

Les substances dangereuses marquées d'une * dans les tableaux ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*.

Article 4.2.4.2. Période d'activité normale : reste de l'année

Débit de référence : Débit maximal journalier (Code SANDRE 1552) :	620 m ³ /j
Température (Code SANDRE 1301) :	Inférieure à 30 °C
pH (Code SANDRE 1302) :	Compris entre 4,5 et 8,5

Paramètres physico-chimiques	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	35,00	21,70
DBO ₅	1313	15,00	9,30
DCO	1314	53,00	32,86
Carbone organique dissous	1841	39,00	24,18
Azote kjeldahl (NKJ)	1319	4,50	2,79
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	3,30	2,05
Nitrites (NO ₂ ⁻)	1339	2,00	1,24
Nitrates (NO ₃ ⁻)	1340	62,00	38,44
Azote Global	1551	20,00	12,40
Phosphore total (P total)	1350	0,90	0,56
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	1433	3,00	1,86

Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites d'émission suivantes, en concentration et en flux :

Paramètres chimiques	N° CAS	Code SANDRE	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
<i>Substances spécifiques du secteur d'activité</i>				
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	7,20	4,46
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	46,90	29,08
<i>Autres paramètres globaux</i>				
Indice phénols	108-95-2	1440	300,00	186,00
Indice cyanures totaux	1957-12-05	1390	100,00	62,00
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 000,00	620,00
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	-	7714	5 000,00	3 100,00
Étain et ses composés	7440-31-5	1380	2 000,00	1 240,00
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 000,00	620,00
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 000,00	6 200,00
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 000,00	9 300,00
<i>Substances de l'état chimique</i>				
Cadmium et ses composés (en Cd)*	7440-43-9	1388	0,45	0,28

Paramètres chimiques	N° CAS	Code SANDRE	Concentration maximale (µg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
Dichlorométhane	75-09-2	1168	10,00	6,20
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	3,50	2,17
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	11,00	6,82
Nonylphénols*	84-852-15-3	1958	0,90	0,56
<i>Autres substances de l'état chimique</i>				
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	6,00	3,72
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés (PFOS)*	45298-90-6	6561	0,00200	0,00124
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	0,70	0,43
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	-	7707	25,00	15,50
Cybutryne	28159-98-0	1935	0,010	0,0062
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	0,00025	0,00016
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	0,0068	0,00422
<i>Polluants spécifiques de l'état écologique</i>				
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	2,40	1,49
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	10,00	6,20

Les substances dangereuses marquées d'une * dans les tableaux ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*.

ARTICLE 4.2.5. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales, par infiltration ou dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit maximal journalier (Code SANDRE 1552) au milieu naturel :	92 l/s
Température (Code SANDRE 1301) :	Inférieure à 30 °C
pH (Code SANDRE 1302) :	Compris entre 4,5 et 8,5

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (mg/s)
MES	1305	35	3220
DCO	1313	55	6060
DBO ₅	1314	10	920
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	0,7	64,4
Hydrocarbures totaux	7009	10	920

CHAPITRE 4.3. SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS.

ARTICLE 4.3.1. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU.

Tout ouvrage de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé quotidiennement.

Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.2. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES.

Conformément à l'article R 515-60 b) et c) du code de l'environnement, l'exploitant met en place le programme de surveillance du rejet des eaux résiduaires industrielles traitées dans le milieu naturel.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures, selon les méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Chaque point de rejet est équipé de dispositifs de mesures et d'enregistrement des débits.

Paramètres physico-chimiques	Code SANDRE	Fréquence de l'autosurveillance	Type de laboratoire
Débit rejeté	1552	En continu avec enregistrement	Interne
Température	1301	En continu avec enregistrement	Interne
pH	1302	En continu avec enregistrement	Interne
Matières en suspension (MES)	1305	Journalière Trimestrielle	Interne Externe agréé
DBO ₅	1313	Mensuelle Trimestrielle	Interne Externe agréé
DCO	1314	Journalière Trimestrielle	Interne Externe agréé
Carbone organique dissous	1841	Fréquence identique à celle de la DCO si la surveillance du paramètre Carbone organique dissous est privilégiée à celle de la DCO	Externe agréé
Azote kjeldahl (NKJ)	1319	Trimestrielle	Externe agréé
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335	Trimestrielle	Externe agréé
Nitrites (NO ₂ ⁻)	1339	Trimestrielle	Externe agréé
Nitrates (NO ₃ ⁻)	1340	Trimestrielle	Externe agréé
Azote global (NGL)	1551	Journalière Trimestrielle	Interne Externe agréé
Phosphore total (P total)	1350	Journalière Trimestrielle	Interne Externe agréé
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	1433	Trimestrielle	Externe agréé
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	Trimestrielle	Externe agréé
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	Trimestrielle	Externe agréé
Quinoxylène*	2028	Annuelle (pendant la période de forte activité)	Externe agréé

Paramètres physico-chimiques	Code SANDRE	Fréquence de l'autosurveillance	Type de laboratoire
Cyperméthrine	1140	Annuelle (pendant la période de forte activité)	Externe agréé

Pour les paramètres chimiques visés à l'ARTICLE 4.2.4 ci-dessus, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions permettant de justifier le respect des concentrations maximales et des flux maximaux journaliers prescrits.

En cas de dépassement d'un de ces flux et/ou concentrations, l'exploitant met en place une surveillance trimestrielle du ou des paramètres chimiques concernés ainsi qu'un plan d'actions visant à respecter les concentrations maximales et les flux maximaux journaliers prescrits.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les résultats obtenus dans le cadre de l'autosurveillance dans le mois qui suit leur réception.

Dans le cas où les résultats mettent en évidence une dérive ou un dépassement important, l'exploitant les communique dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'exploitant joint aux résultats de l'autosurveillance, l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

La transmission des résultats de l'autosurveillance des eaux résiduaires sera réalisée par voie informatique, notamment via l'application GIDAF, accessible depuis le site internet : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/>.

En cas de modification des procédés et/ou des installations, susceptible d'avoir une incidence sur la qualité des eaux résiduaires industrielles traitées, une nouvelle caractérisation des eaux résiduaires industrielles est réalisée pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques et substances chimiques visées à l'ARTICLE 4.2.4.

Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4.3.3. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES.

L'exploitant réalise une surveillance de la qualité des eaux pluviales rejetées, à chaque point de rejet visé à l'Article 4.2.2.2 sur les paramètres suivants, aux fréquences indiquées ci-après :

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de mesure	Méthodes d'analyses
Température	1301	Annuelle	Selon méthodes normalisées fixées dans un avis publié au Journal officiel ou une méthode permettant un recalage concluant si aucune norme n'est prévue
pH	1302		
MES	1305		
DBO ₅	1313		
DCO	1314		
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335		
Hydrocarbures totaux	7009		

Les résultats de l'autosurveillance des eaux pluviales sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.4. SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS.

ARTICLE 4.4.1. SURVEILLANCE DES EAUX DU TURSAN (MASSE D'EAU FRFR54_23).

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface du Tursan, à l'amont et à l'aval de l'établissement de la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE dans les conditions suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Localisation du point de mesure « Amont »	Localisation du point de mesure « Aval »	Fréquence de la surveillance
Débit	1552	Pont de la route départementale RD11, enjambant le Tursan Coordonnées Lambert 93 X = 427 854 Y = 6 388 184	Piste enjambant le Tursan au lieu-dit « Perron », commune de BUDOS (Limite communale LANDIRAS/BUDOS) Coordonnées Lambert 93 X = 429 043 Y = 6 389 549	Continue
Matières en suspension (MES)	1305			Bimestrielle
DBO ₅	1313			
DCO	1314			
Carbone organique dissous	1841			
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335			
Nitrites (NO ₂ ⁻)	1339			
Phosphore total	1350			
Orthophosphates (PO ₄ ³⁻)	1433			
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392			
Zinc et ses composés (en Zn)	1383			

Préalablement à l'évaluation des débits du Tursan et dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE transmet à l'inspection des installations classées la proposition technique du bureau d'études, le modèle utilisé pour déterminer les débits, les caractéristiques du système de mesure des débits aux points de mesure et les coûts associés.

L'ensemble des résultats est présenté annuellement à l'inspection des installations classées et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE du « Ciron ».

Au terme de 5 années de surveillance des eaux du Tursan, la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE présente ses conclusions, dans les conditions fixées à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en vue d'une éventuelle actualisation de valeurs limites d'émission et des modalités de la présente surveillance.

ARTICLE 4.4.2. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.

La surveillance de la qualité des eaux souterraines, en amont et à l'aval du bassin d'infiltration des eaux pluviales, est réalisée à partir de 2 piézomètres à créer sur le site, judicieusement implantés par rapport au bassin d'infiltration et au sens d'écoulement de la nappe.

Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées les caractéristiques, la profondeur, l'aquifère capté, l'identification BSS et les coordonnées Lambert 93 des piézomètres.

L'exploitant réalise une surveillance de la qualité des eaux souterraines, à chaque piézomètre visé ci-dessus sur les paramètres suivants, aux fréquences indiquées ci-après :

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence de mesure	Méthodes d'analyses
MES	1305	Annuelle	Selon méthodes normalisées fixées dans un avis publié au Journal officiel ou une méthode permettant un recalage concluant si aucune norme n'est prévue
DBO ₅	1313		
DCO	1314		
Ammonium (NH ₄ ⁺)	1335		
Hydrocarbures totaux	7009		

Les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées.

TITRE 5. DÉCHETS.

CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.

ARTICLE 5.1.1. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Déchets non dangereux :

Code des déchets	Désignation du déchet	Quantité maximale produite par an (tonnes)	Filière d'élimination
02 07 01	Lies de collage (Rétentat)	900	DISTILLERIE DE LA TOUR PONS (17)
02 07 05	Boues de STEP	500	SUEZ ORGANIQUE
02 07 99	Terres de filtration (Dessableur STEP)	120	SAINT SELVE (33)
15 01 01	Cartons	900	SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN BIGANOS (33)
15 01 01	Papiers	50	SUEZ RV SUD OUEST PESSAC(33)
15 01 01	Glassine	100	SOPREMA CANEJAN (33)
15 01 02	Déchets de matières plastiques	250	ALIPLAST FRANCE SAINT-SYMPHORIEN- D'OZON (69)
15 01 03	Bois	100	COVER ILLATS (33)
15 01 02	Bidons vides en matières plastiques rincés	5	GREEN RECUP BLANQUEFORT(33)
20 01 02	Déchets de verre	1 500	SIBELCO SAINT-ROMAIN-LE-PUY (42)
20 01 40	Ferrailles	80	AFM Derichebourg VILLENAVE-D'ORNON (33)
20 03 01	Déchets assimilables aux ordures ménagères	250	SUEZ RECYCLAGE ET VALORISATION LANGON (33)
Quantité totale de déchets non dangereux (tonnes) :		4 755	

Déchets dangereux :

Code des déchets	Désignation du déchet	Quantité maximale produite par an (tonnes)	Filière d'élimination
13 01 10*	Huiles	4	SEVIA VEOLIA BORDEAUX (33)
15 01 10*	GRV / Bidons contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ou vides non rincés	8	EMBIPACK SUBLAINES (37)
15 01 10*	Produits chimiques Laboratoire	1	SEVIA VEOLIA BORDEAUX (33)
15 02 02*	Solides imprégnés	1	SEVIA VEOLIA BORDEAUX (33)
16 06 01*	Batteries usagées au plomb	20	AFM DERICHBOURG VILLENAVE D'ORNON (33)
Quantité totale de déchets dangereux (tonnes) :		34	

ARTICLE 5.1.2. CONDITIONS DE STOCKAGE INTERNE DES DÉCHETS.

Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage des déchets et sous-produits ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

La quantité d'un déchet entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an.

ARTICLE 5.1.3. GESTION DES ESPÈCES FLORISTIQUES INVASIVES.

Les espèces floristiques invasives arrachées ou situées le long des axes routiers devront être envoyées vers des centres de traitement et/ou de valorisation (<https://ambroisie-risque.info>).

TITRE 6. PROTECTION DU CADRE DE VIE.

CHAPITRE 6.1. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.

ARTICLE 6.1.1. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore maximal admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 6.1.2. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	+ 6 dB(A)	+ 4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	+ 5 dB(A)	+ 3 dB(A)

ARTICLE 6.1.3. MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée entre le 15 septembre et le 15 octobre de la première année suivant la notification du présent arrêté.

Les résultats de ces mesures sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Par la suite, l'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée, selon les enjeux et impacts identifiés.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

CHAPITRE 6.2. TRAFIC ROUTIER.

ARTICLE 6.2.1. IMPACT DU TRAFIC ROUTIER DE POIDS-LOURDS.

Au cours de l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant se rapproche des conseillers départementaux du canton des Landes des Graves au sujet du trafic routier généré par

l'activité de l'établissement et de l'opportunité d'étudier la déviation ou le contournement des bourgs des communes d'ILLATS et de LANDIRAS.

CHAPITRE 6.3. ÉMISSIONS LUMINEUSES.

ARTICLE 6.3.1. RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET PRÉVENTION DES NUISANCES POUR LE VOISINAGE.

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

CHAPITRE 6.4. INSERTION PAYSAGÈRE.

ARTICLE 6.4.1. ESTHÉTIQUE ET INSERTION PAYSAGÈRE.

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, magasins de grande hauteur compris, en apportant une attention particulière à l'aspect des façades visibles depuis la route départementale RD 11, lors de leur rafraîchissement et entretien.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc.). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.

CHAPITRE 6.5. ODEURS.

ARTICLE 6.5.1. PRÉVENTION DES NUISANCES OLFACTIVES.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible et à l'exclusion de ceux résultant de la fermentation, captés à la source et canalisés.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les cuves de raisin et jus de raisin seront en particulier régulièrement nettoyées pour limiter autant que possible les odeurs.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grandes surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Les opérations d'évacuation des boues qui sont susceptibles de générer des odeurs sont réduites à leur minimum et sont réalisées de manière à limiter la gêne pour le voisinage dans le temps et l'espace (mesures d'éloignement, etc.).

TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.

CHAPITRE 7.1. IMPLANTATION DES INSTALLATIONS.

Les installations ne se situent pas au-dessus ou en dessous de locaux habités par des tiers ou occupés par des tiers.

ARTICLE 7.1.1. INSTALLATIONS, POURVUES D'UNE TOITURE, DÉDIÉES AU STOCKAGE (IPD).

Les parois externes des installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage (IPD) existantes sont suffisamment éloignées des limites de propriété afin qu'en cas d'incendie, aucun flux thermique supérieur à 3 kW/m² ne les atteint :

- Le bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 » est implanté à au moins :
 - 67 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété nord),
 - 45 mètres du bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 »
 - 42 mètres des MGH.
 - 10 mètres de la paroi nord du local « Chaufferie »,
- Le bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 » est implanté à au moins :
 - 120 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport aux limites de propriété ouest et est),
 - 45 mètres de la paroi sud du local « Chaufferie »,
 - 12 mètres de la paroi ouest du MGH1.
- Les parois du hall d'expédition MGH sont implantées à plus de 35 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport aux limites de propriété sud-est). Le hall d'expédition MGH, est accolé à une partie de la paroi est du bâtiment « Embouteillage 2, 3 et Halls 2 à 4 » et aux parois sud des Magasins de Grande Hauteur (MGH),
- Les magasins de grande hauteur (MGH) et le bâtiment d'expédition sont implantés à au moins :
 - 39 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété est),
 - Les MGH 1 et 2 sont distants de 0,8 mètre (entre la paroi est du MGH1 et la paroi ouest du MGH2) et les MGH 2 et 3 sont distants de 1,24 mètres (entre la paroi est du MGH2 et la paroi ouest du MGH3), par un espace couvert maintenu libre ;

Les parois externes des nouvelles IPD réalisées (bâtiment de stockage des Crémants) et projetées (auvent de stockage de 450 m², proche de la paroi sud du hall 5) sont suffisamment éloignées des limites de propriété, conformément aux dispositions du paragraphe 2 « Règles d'implantation » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

L'exploitant réalise une nouvelle évaluation des flux thermiques, par la méthode FLUMILOG, en cas d'évolution de la nature et du type de palettes et de produits stockés et des conditions de stockage à l'intérieur des cellules. Il en informe au préalable le Préfet conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 7.1.2. UNITÉ DÉDIÉE À LA DÉSALCOOLISATION DES VINS.

L'unité dédiée à la désalcoolisation des vins (atelier de distillation, stockages intérieurs et extérieur d'alcool de bouche, zone de dépotage de camions citernes et unité de distillation dédiée à la désalcoolisation partielle de vins, implantée en extérieur) est implantée à au moins :

- 36 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété nord),
- 14 mètres de la paroi nord du bâtiment de cuverie « Calvet »,
- 55 mètres de l'enceinte du forage BSS002ADWY, à l'ouest.

ARTICLE 7.1.3. CHAIS DE VIEILLISSEMENT D'ALCOOLS DE BOUCHE.

Les parois externes des chais de vieillissement d'alcools de bouche sont implantés à au moins :

- 41 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété ouest),
- 40 mètres des ombrières photovoltaïques du parking du personnel, au nord.

Par ailleurs, une distance d'au moins 41 mètres est maintenue libre entre tout nouveau chai de vieillissement et le bâtiment de stockage des Crémants, implanté au nord-est.

Les chais de vieillissement sont distants les uns des autres, par un espace maintenu libre de tout stockage d'au moins 15 mètres.

ARTICLE 7.1.4. BÂTIMENT DU FORAGE, DE CUVERIES ET DÉDIÉS AUX ACTIVITÉS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 3642.

Les parois du local technique du forage sont implantées à plus de 50 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété au nord).

Les parois des bâtiments des cuveries « HXM » et « Crémant » sont implantées à plus de 60 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété à l'ouest).

Les parois des bâtiments de cuveries « Mousseux », « Calvet » et de la cuverie principale sont implantées à plus de 90 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété au nord).

ARTICLE 7.1.5. STATION D'ÉPURATION AUTONOME DU SITE.

Au niveau de la station d'épuration des eaux résiduaires industrielles, le méthaniseur et le gazomètre sont implantés à plus de 40 mètres des limites de propriété les plus proches (distance minimale par rapport à la limite de propriété au nord).

ARTICLE 7.1.6. AIRE DE STOCKAGE EXTÉRIEURE.

Les limites de l'aire extérieure de stockage de 7 745 m² sont implantées à plus de 55 mètres des limites de propriété les plus proches (distance minimale par rapport à la limite de propriété au nord) et à 10 mètres de la paroi est du hall 5.

ARTICLE 7.1.7. OMBRIÈRES PHOTOVOLTAÏQUES.

Les ombrières photovoltaïques du parking du personnel sont implantées à au moins 10 mètres des limites de propriété (distance minimale par rapport à la limite de propriété à l'ouest) et à au moins 40 mètres de toute installation ou de tout bâtiment abritant une activité relevant de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 7.1.8. STOCKAGE DE GAZ INFLAMMABLES LIQUÉFIÉS DE CATÉGORIE 1 ET 2.

Dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet, une étude technico-économique relative au déplacement et/ou au talutage de la cuve aérienne de 5 tonnes de propane, dédiée à l'alimentation des chariots de manutention.

Ce déplacement et/ou ce talutage devront être réalisés sous un délai de 2 ans suivant la notification du présent arrêté, tout en justifiant que l'étendue de la zone des dangers significatifs pour la vie humaine des effets thermiques et de surpression des phénomènes dangereux de BLEVE (Boiling Liquid Expanding Vapour Explosion) : « Vaporisation explosive d'un liquide porté à ébullition » et d'UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion) : « Explosion de gaz en milieu ouvert » reste contenue au sein du périmètre de l'ICPE, visé à l'ARTICLE 1.1.3 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 1510 ET 1511.

ARTICLE 7.2.1. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.1.1. Bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 ».

Il s'agit d'un bâtiment notamment dédié au stockage de matières combustibles mis en service après le 1^{er} janvier 2003 et avant le 16 avril 2010.

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- Les murs extérieurs sont construits en matériaux M0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;

- En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux M0 ou M1 de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par le comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au risque incendie (CECMI). Par ailleurs, la toiture et la couverture de toiture satisfont la classe BROOF (t3) ;
- Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ;
- Le bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 » 5 est à simple rez-de-chaussée de moins de 12,50 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est d'une demi-heure, assurée par des poteaux béton et bois,
- Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Article 7.2.1.2. Bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 ».

Il s'agit d'un bâtiment notamment dédié au stockage de matières combustibles mis en service avant le 1^{er} janvier 2003.

La stabilité au feu de la structure est de une demi-heure pour les entrepôts de plus de 10 mètres de hauteur, assurée par des poteaux béton et bois.

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Lorsque l'entrepôt est à moins de 10 mètres d'autres immeubles, la toiture est pare-flamme de degré une demi-heure et ne présente pas d'ouverture, sur une distance de 8 mètres comptée à partir de l'immeuble voisin. Ainsi pour le Hall 2, il n'y a pas d'ouverture sur sa toiture sur une distance de 8 mètres depuis le « Embouteillage 2 ».

Le bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 » est à simple rez-de-chaussée, d'une hauteur au faîtage de 12,16 mètres.

Sous un délai de 3 ans suivant la notification du présent arrêté, la toiture du Hall 4 est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres, positionnée le long de la façade est.

Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.

Article 7.2.1.3. Magasins de Grande Hauteur (MGH) 1 et 2.

Il s'agit de deux bâtiments dédiés au stockage de matières combustibles dans la demande d'autorisation d'exploiter a été présentée entre le 1^{er} janvier 2003 et le 16 avril 2010.

Pour le MGH1, l'étude ingénierie du 14 mars 2008 conclut, pour le scénario étudié le plus défavorable, à une stabilité dans la zone du foyer pendant 10 minutes et à une ruine de la trame au bout de 15 minutes.

Pour le MGH2, l'étude ingénierie du 08 août 2013 conclut, pour le scénario étudié le plus défavorable, à une stabilité dans la zone du foyer pendant 14 minutes et à une ruine générale après 25 minutes.

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Le MGH1 présente une couverture bac acier avec laine de roche 120 mm et munie d'une étanchéité bi-couche conforme T30/1.

Le MGH2 présente une couverture bac acier avec laine de roche 120 mm et munie d'une étanchéité bi-couche satisfaisant la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées ;

Les parois des MGH1 et 2 sont constituées de panneaux sandwich métallique isolé en laine de roche, répondant à la classe M0.

Ces bâtiments ne comportent aucun poste de travail permanent.

Article 7.2.1.4. MGH 3.

Il s'agit d'un bâtiment dédié au stockage de matières combustibles soumis aux dispositions du paragraphe 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 *modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*, pour lesquelles la demande de dérogation à la stabilité au feu de la structure est accordée.

Pour le MGH3, l'étude ingénierie du 25 septembre 2019 conclut, sous réserve du respect des hypothèses sécuritaires retenus et du renforcement de la structure, pour le scénario étudié le plus défavorable, à une stabilité dans la zone du foyer pendant 17 minutes et à une ruine générale après 17 minutes et 30 secondes.

Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Le MGH 3 présente une couverture bac acier avec laine de roche 120 mm et munie d'une étanchéité bi-couche satisfaisant la classe BROOF (t3)

Les parois du MGH3 sont constituées de panneaux sandwich métalliques avec laine de roche répondant à la classe A2 s1d0.

Ce bâtiment ne comporte aucun poste de travail permanent.

Article 7.2.1.5. Bâtiment d'expédition des MGH.

Les dispositions constructives de ce bâtiment respectent les dispositions du paragraphe 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 *modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*, aménagées conformément aux dispositions de l'annexe IV.II.

Sous un délai de 3 ans suivant la notification du présent arrêté, la toiture du bâtiment d'expédition des MGH est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres, le long de la paroi séparative avec les MGH.

Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1.

Article 7.2.1.6. Auvent de stockage au sud du Hall V et toute nouvelle installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage (IPD).

Les dispositions constructives de ces bâtiments respectent les dispositions du paragraphe 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 *modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*.

Article 7.2.1.7. Bâtiment de stockage des Crémants.

Les dispositions constructives de ce bâtiment respectent les dispositions du paragraphe 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*.

ARTICLE 7.2.2. DÉSENFUMAGE.

Les cellules de stockage et tous les locaux à risque incendie, construits ou ceux dont la toiture est modifiée postérieurement à la notification du présent arrêté, respectent les dispositions relatives au désenfumage fixées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrant l'installation classée pour la protection de l'environnement exploitée en leur sein.

Lorsque le système de désenfumage installé n'est pas asservi à une détection automatique d'incendie, l'exploitant prend les dispositions techniques et organisationnelles afin que soient déclenchés les dispositifs de désenfumage adéquats des bâtiments et locaux concernés.

Article 7.2.2.1. Bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 ».

Le Hall 5, est divisé en 4 cantons de désenfumage, 3 d'une superficie de 1 475 m² et un d'une superficie de 1 244 m². Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie géométrique de chaque canton de désenfumage, correspondant à 1,31 % pour les cantons de désenfumage de 1 475 m² et 1,6 % pour le canton de 1 244 m².

Chacun des 4 cantons de désenfumage est équipé en partie haute de 5 exutoires de 6 m² de surface géométrique, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 7.2.2.2. Bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 ».

Pour les Halls 2 à 4, la toiture comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées, assurés par 44 lanterneaux totalisant une surface de 176 m² et présentant une réaction au feu globale de classe Bs2d0, le polycarbonate est M1.

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part des dimensions de l'entrepôt.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

Aucun de ces lanterneaux n'est implanté à moins de 8 mètres des limites du hall d'embouteillage, des autres halls de stockage et du MGH1.

La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible, par exemple, par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage.

Article 7.2.2.3. MGH 1, 2 et 3.

Les MGHs 1,2 et 3 sont divisés en 3 cantons de désenfumage de 1 000 m² chacun.

Pour le MGH1, chacun des 3 cantons de désenfumage est équipé en partie haute, de 6 lanterneaux de désenfumage de 4,02 m² de surface utile m² soit 24,12 m² par canton représentant 2,4 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Ces dispositifs d'évacuation sont implantés sur la toiture à plus de 7 mètres de la paroi séparative avec le MGH2.

Le déclenchement des lanterneaux de désenfumage est automatique, par fusibles calibrés à 68 °C.

Commande manuelle de désenfumage pneumatique au CO₂ en un seul point.

Le MGH 1 comporte 7 issues de secours totalisant 11,76 m² ; la protection du MGH par système d'appauvrissement en oxygène nécessite de limiter les ouvertures pour garantir l'étanchéité maximale de l'enceinte.

Pour le MGH2, chacun des 3 cantons de désenfumage est équipé en partie haute, de 4 lanterneaux de désenfumage de 4,06 m² de surface utile soit 16,24 m² par canton représentant 1,62 % de la superficie utile de chaque canton de désenfumage. Ces dispositifs d'évacuation sont implantés sur la toiture à 3 mètres des parois séparatives avec les MGH1 et 3.

Le déclenchement des lanterneaux de désenfumage est automatique, par fusibles calibrés à 68 °C.

Le MGH2 est équipé d'une commande manuelle de désenfumage pneumatique au CO₂ en un seul point, à son entrée au niveau de la passerelle.

Le MGH 2 comporte 6 issues de secours totalisant 10,08 m² ; la protection du MGH par système d'appauvrissement en oxygène nécessite de limiter les ouvertures pour garantir l'étanchéité maximale de l'enceinte.

Pour le MGH3, chacun des 3 cantons de désenfumage est équipé en partie haute, de 4 lanterneaux de désenfumage de 6,25 m² et de surface utile de 3,25 m², soit une surface totale utile de 13 m² soit

1,3 % par canton. Ces dispositifs d'évacuation sont implantés sur la toiture à 4 mètres de la paroi séparative avec le MGH2.

Le déclenchement des lanterneaux de désenfumage est automatique, par fusibles calibrés à 68 °C.

Le MGH3 est équipé d'une commande manuelle de désenfumage pneumatique au CO₂ en un seul point, à son entrée au niveau de la passerelle.

Le MGH3 comporte 4 portes de quais de dimensions 1 m x 2,2 m, soit une surface géométrique d'amenées d'air de 8,8 m² ; la protection du MGH par système d'appauvrissement en oxygène nécessite de limiter les ouvertures pour garantir l'étanchéité maximale de l'enceinte.

Article 7.2.2.4. Bâtiment d'expédition des MGH.

Le bâtiment d'expédition des MGH respecte les dispositions du paragraphe 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*, aménagées conformément aux dispositions de l'annexe IV.II.

Article 7.2.2.5. Auvent de stockage au sud du Hall V et toute nouvelle installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage (IPD).

Ces bâtiments respectent les dispositions du paragraphe 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Article 7.2.2.6. Bâtiment de stockage des Crémants.

Ce bâtiment respecte les dispositions du paragraphe 4.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 susvisé.

ARTICLE 7.2.3. COMPARTIMENTAGE ET DIMENSIONS DES CELLULES.

Article 7.2.3.1. Bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 ».

Le bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 » présente une surface totale de 21 300 m² non compartimentée par des parois séparatives REI120.

Il est protégé par une installation d'extinction automatique.

Article 7.2.3.2. Bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 ».

Le bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 » présente une surface totale de 27 480 m² non compartimentée par des parois séparatives reconnues REI120.

Pour le local Embouteillage 2 et les Halls 2 et 3, leurs parois internes situées côté « Est » sont constituées de panneaux métalliques, avec une âme isolante, fixés aux poteaux en bois de chacun de ces locaux, susceptibles de ralentir la propagation d'un incendie qui proviendrait du local, jouxtant immédiatement cette paroi, à l'est.

Le bâtiment « Embouteillages 2 et 3 et Halls 2 à 4 » n'est pas protégé par une installation d'extinction automatique.

Article 7.2.3.3. MGH 1 et 2.

Les MGH 1 et 2 disposent d'une structure indépendante permettant de prévenir tout effondrement en chaîne du ou des MGH adjacents et sont séparées par un espace vide de travailleurs et de combustibles et non utilisée pour l'évacuation.

Les MGH 1 et 2 présentent une longueur de 100 mètres, une largeur de 30 mètres soit une surface de 3 000 m² et une hauteur de 40 mètres, dont 3 mètres sous le niveau de la voirie de desserte.

Les MGH 1 et 2 sont équipés d'un système d'appauvrissement en oxygène de l'atmosphère en intérieur.

La paroi est EI120 du MGH 1 est séparé de la paroi ouest EI120 du MGH 2 par un espace vide de 0,8 m.

Les éléments EI120 des parois de chacun des MGHs sont chacun fixés à la propre structure de ce dernier. Cette structure est conçue afin de prévenir tout effondrement de la structure vers l'extérieur et tout effondrement en chaîne de la totalité de la structure.

La propagation d'un incendie entre MGH est prévenue par la paroi EI 120 du MGH non sinistré.

La paroi sud des MGH est REI120 sur la hauteur du bâtiment d'expédition des MGH.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives des MGH (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de

calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

Les parois séparatives entre MGH dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Article 7.2.3.4. MGH 3.

Le MGH 3 est soumis aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, pour lesquelles la demande de dérogation à la hauteur de la structure et à l'absence d'un système d'extinction automatique d'incendie est accordée.

Le MGH3 présente une longueur de 100 mètres, une largeur de 30 mètres soit une surface de 3 000 m² et une hauteur de 40 mètres, dont 3 mètres sous le niveau de la voirie de desserte.

Le MGH3 est équipé d'un système d'appauvrissement en oxygène de l'atmosphère en intérieur.

La paroi ouest EI120 du MGH 3 est séparée de la paroi est EI120 du MGH 2 par un espace vide de 1,24 m.

Les éléments EI120 des parois de chacun des MGHs sont chacun fixés à la propre structure de ce dernier. Cette structure est conçue afin de prévenir tout effondrement de la structure vers l'extérieur et tout effondrement en chaîne de la totalité de la structure.

La propagation d'un incendie entre MGH est prévenue par la paroi EI 120 du MGH non sinistré.

La paroi sud du MGH3 est REI120 sur la hauteur du bâtiment d'expédition des MGH.

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives des MGH (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

Les parois séparatives entre MGH dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Article 7.2.3.5. Bâtiment d'expédition des MGH.

Le bâtiment d'expédition des MGH respecte les dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé aménagées conformément aux dispositions de l'annexe IV.II.

Le bâtiment d'expédition des MGH est compartimenté du hall IV et des MGH par une paroi au moins REI 120.

Ce bâtiment est composé d'une seule cellule de 3 100 m² (cellule de 3000 m² et galerie de desserte du MGH 3 de 100 m²).

Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles.

Article 7.2.3.6. Auvent de stockage au sud du Hall V et toute nouvelle installation, pourvue d'une toiture, dédiée au stockage (IPD).

Ces bâtiments respectent les dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

L'auvent de stockage présente une surface de 450 m².

Article 7.2.3.7. Bâtiment de stockage des Crémants.

Ce bâtiment respecte les dispositions des paragraphes 4.1 et 5.1.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 susvisé.

Ce bâtiment est composé de deux cellules de 3 000 m².

ARTICLE 7.2.4. ORGANISATION DES STOCKAGES.

L'organisation des stockages au sein des cellules et locaux de stockage respecte les dispositions du paragraphe 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, aménagée le cas échéant selon les dispositions de l'annexe IV.

Pour le MGH 1, la longueur de la zone de stockage est de 92,22 mètres, sa largeur de 30 mètres et sa hauteur de 36,6 mètres. Les allées entre les racks ont pour largeur 2,2 mètres.

Les deux racks périphériques ont une largeur de 2,66 mètres et les trois racks intérieurs ont une largeur de 5,1 mètres.

Le MGH 1 comprend 3 600 alvéoles dans lesquelles sont stockées les palettes de vins conditionnés, de l'ordre de 21 072 palettes.

Pour le MGH 2, la longueur de la zone de stockage est de 92,22 mètres, sa largeur de 30 mètres et sa hauteur de 37,7 mètres. Les allées entre les racks ont pour largeur 2,2 mètres.

Les deux racks périphériques ont une largeur de 2,66 mètres et les trois racks intérieurs ont une largeur de 5,1 mètres.

Le MGH 2 comprend 3 600 alvéoles dans lesquelles sont stockées les palettes de vins conditionnés, de l'ordre de 21 300 palettes.

Pour le MGH 3, la longueur de la zone de stockage est de 93,5 mètres, sa largeur de 30 mètres, et sa hauteur de 37,05 mètres. Les allées entre les zones de stockage ont pour largeur 1,6 mètres.

Sur les cinq rangées de stockage présentes, deux rangées ont une largeur égale à 2,7 mètres et trois ont une largeur de 5,7 mètres.

Le MGH 3 comprend 2 760 alvéoles dans lesquelles sont stockées les palettes de vins conditionnés, de l'ordre de 21 300 palettes.

L'exploitation des MGH est automatisée et aucun employé, excepté pour les opérations de maintenance ou de réparation, n'est présent à l'intérieur.

Seul l'entreposage de palettes de vins conditionnés semi-finis ou en attente d'expédition y est autorisé ainsi que des palettes d'alcools de bouche conditionnés, pour un volume maximal strictement inférieur à 50 m³.

Les palettes sont stockées exclusivement en racks.

ARTICLE 7.2.5. IMPLANTATION DES STOCKAGES EXTÉRIEURS DE MATIÈRES COMBUSTIBLES.

Conformément aux dispositions du paragraphe 2.III de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, tout stockage extérieur de matières combustibles est suffisamment éloigné des parois externes de tout bâtiment, local et cellule de stockage afin que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie de ce stockage extérieur n'atteignent ces parois.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et du SDIS de la Gironde, les évaluations des flux thermiques, par la méthode FLUMILOG, de ses stockages extérieurs de matières combustibles.

L'exploitant réalise une nouvelle évaluation des flux thermiques, par la méthode FLUMILOG, en cas d'évolution de la nature et du type de palettes et de produits stockés et des caractéristiques géométriques des stockages extérieurs de matières combustibles.

CHAPITRE 7.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2250.

ARTICLE 7.3.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 2250 (atelier de désalcoolisation de 260 m², abritant deux unités de distillation et un local opérateur, zone de dépotage de camions citernes, accolée à la paroi sud du bâtiment dédié à la désalcoolisation, sous auvent et sur rétention, et unité de distillation dédiée à la désalcoolisation partielle de vins, implantée en extérieur, sur une semi-remorque) respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*.

ARTICLE 7.3.2. IMPLANTATION DE L'UNITÉ DE DISTILLATION DÉDIÉE À LA DÉSALCOOLISATION PARTIELLE.

L'unité de distillation dédiée à la désalcoolisation partielle est implantée en extérieur, sur une semi-remorque.

Elle est éloignée d'au moins 14 mètres de la cuverie extérieure d'alcools de bouche qui est accolée à la paroi ouest du bâtiment dédié à la désalcoolisation.

Son implantation n'entrave pas :

- Les issues de secours du bâtiment dédié à la désalcoolisation (atelier de désalcoolisation et cuveries intérieures),
- L'évacuation du personnel,
- L'intervention du SDIS aux abords des installations du système d'extinction automatique de type « déversoirs à mousse » des cuveries d'alcools et notamment les abords du raccord de 100 mm sortant du local technique.

Son implantation est compatible avec les débouchés à l'extérieur des canalisations provenant des événements passifs situés en partie supérieure de chaque cuve d'alcool de bouche.

CHAPITRE 7.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4755.

ARTICLE 7.4.1. CUVERIES INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURE D'ALCOOLS DE BOUCHE DU BÂTIMENT DÉDIÉ À LA DÉSALCOOLISATION.

Article 7.4.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu.

L'ensemble des cuveries intérieures est constitué de matériaux présentant une réaction au feu répondant à la classe A2s1d0 et une résistance au feu répondant à la classe REI 240.

Le sol des cuveries intérieures et extérieure est incombustible et permet de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associée au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.

L'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu B_{roof} (t3) au minimum. La toiture est en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion ou comporte des dispositifs permettant de limiter les surpressions (événements d'explosion, etc.). En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui respectent les dispositions ci-dessus.

Les portes extérieures des cuveries intérieures sont EI 120 et les portes intérieures présentes au niveau des parois intérieures REI240 sont EI 240. Elles sont équipées d'un seuil ou de tout autre moyen équivalent permettant d'éviter tout écoulement vers l'extérieur.

Le nombre minimal d'issues vers l'extérieur ou vers un espace protégé permet que tout point des cuveries intérieures ne soit pas distant de plus de 10 mètres effectifs d'une issue.

Le stockage est organisé de manière à maintenir toutes les issues largement dégagées.

Les portes ont une largeur de 0,8 mètre.

Les cuveries intérieures ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

Article 7.4.1.2. Désenfumage.

Les cuveries intérieures comportent, en toiture, des dispositifs de désenfumage dont la surface utile n'est pas inférieure à 2 % de leur surface totale au sol.

Ces exutoires sont exclusivement à déclenchement automatique.

Article 7.4.1.3. Accessibilité.

Afin de permettre en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie engin est maintenue dégagée permettant la circulation sur le périmètre complet du bâtiment dédié à la désalcoolisation et d'accéder aux aires de stationnement des engins.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- La largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- Dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres ;

- La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- Elle est aménagée en limite immédiate des parois du bâtiment dédié à la désalcoolisation ;
- Aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès du bâtiment dédié à la désalcoolisation.

Article 7.4.1.4. Événets.

Afin de prévenir les effets liés au risque de pressurisation lente des cuves d'alcool de bouche, des événements passifs sont situés à la partie supérieure de chaque cuve, au-dessus du niveau maximal d'utilisation.

Ces événements sont dimensionnés conformément aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié *relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation*.

Pour les cuves présentes dans les cuveries intérieures, l'orifice des événements débouchent à l'extérieur et à distance de la zone de dépotage de camions citernes et de l'unité de distillation dédiée à la désalcoolisation partielle de vins, implantée en extérieur, sur une semi-remorque.

Article 7.4.1.5. Écran flottant.

Pour les cuves d'alcool de bouches équipées d'écran flottant, l'espace compris entre la couverture fixe et l'écran flottant des cuves doit être ventilé par des ouvertures ou inerté afin que le seuil d'inflammabilité de l'alcool ne soit pas atteint.

Article 7.4.1.6. Aménagement des aires de chargement/déchargement.

Le bâtiment dédié à la désalcoolisation dispose d'une aire de dépotage aménagée contre sa façade sud, sous auvent d'une hauteur de 7 mètres et matérialisée au sol.

Elle est réservée uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation du bâtiment dédié à la désalcoolisation et des cuveries.

Les déversements accidentels sur l'aire de dépotage sont collectés et dirigés vers le dispositif de récupération/rétention prescrit à l'Article 12.1.1.3 du présent arrêté.

L'aire de dépotage est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Les opérations de dépotage d'alcool sont réalisées sous le contrôle opérationnel du responsable de la cuverie et font l'objet de procédures écrites, rappelant notamment l'obligation de mise à la terre lors des opérations de chargement/déchargement.

ARTICLE 7.4.2. CHAIS DE VIEILLISSEMENT D'ALCOOLS DE BOUCHE.

Article 7.4.2.1. Dispositions constructives et comportement au feu des chais de vieillissement.

L'ensemble des parois des chais de vieillissement d'alcool est constitué de matériaux présentant une réaction au feu répondant à la classe A2s1d0 et une résistance au feu répondant à la classe REI 240.

Le sol est incombustible et permet de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associée au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.

L'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu $B_{roof}(t_3)$ au minimum. En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs qui respectent les dispositions ci-dessus.

Les portes extérieures des chais sont EI 30. Elles sont équipées d'un seuil ou de tout autre moyen équivalent permettant d'éviter tout écoulement vers l'extérieur du chai.

Le nombre minimal d'issues vers l'extérieur permet que tout point de chaque chai de vieillissement ne soit pas distant de plus de 25 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'une issue.

Le stockage est organisé de manière à maintenir toutes les issues largement dégagées.

Les portes ont une largeur de 0,8 mètre.

Les chais ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

Article 7.4.2.2. Désenfumage.

Les chais de vieillissement d'alcools de bouche comportent, en toiture, des dispositifs de désenfumage dont la surface utile n'est pas inférieure à 2 % de leur surface totale au sol, soit 38,66 m² pour un chai de 1 933 m².

Ces exutoires sont exclusivement à déclenchement automatique.

Article 7.4.2.3. Accessibilité.

Afin de permettre en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie engin est maintenue dégagée permettant la circulation sur le périmètre complet de chaque chai de vieillissement et d'accéder aux aires de stationnement des engins.

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- La largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- Dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres ;
- La voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- Chaque point du périmètre de chaque chai de vieillissement est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- Aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès de chaque chai de vieillissement.

À partir de cette voie engins, est prévu un accès aux issues de chaque chai de vieillissement par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Article 7.4.2.4. Aménagement des aires de chargement/déchargement.

Les chais de vieillissement disposent d'une aire de dépotage commune aménagée entre les 2 chais, sous auvent et matérialisée au sol.

Elle est réservée uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des chais de vieillissement.

Les déversements accidentels sur l'aire de dépotage sont collectés et dirigés vers le dispositif de récupération/rétention prescrit à l'Article 12.1.2.3 du présent arrêté.

L'aire de dépotage est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion-citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Les opérations de dépotage d'alcool sont réalisées sous le contrôle opérationnel du responsable des chais de vieillissement et font l'objet de procédures écrites, rappelant notamment l'obligation de mise à la terre lors des opérations de chargement/déchargement.

ARTICLE 7.4.3. TOUTE INSTALLATION DE STOCKAGE D'ALCOOLS DE BOUCHE.

Article 7.4.3.1. Condition d'accès.

Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage d'alcools de bouche.

Article 7.4.3.2. Canalisation de transfert d'alcool.

Aucune canalisation n'est implantée en milieu confiné.

Les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.

Tout écoulement d'une canalisation de transfert est dirigé vers une cuvette de rétention étanche.

Les canalisations fixes de transfert d'alcool sont conçues pour prévenir la propagation d'un incendie d'une installation de stockage vers une autre ou vers une aire de chargement/déchargement et vice-versa, y compris en cas d'écoulement au sol suite à une fuite de la canalisation.

Lorsqu'elles sont mobiles, les canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité.

Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.

Le transfert d'alcool doit pouvoir être interrompu à tout moment afin de prévenir tout écoulement accidentel correspondant à une vidange même partielle non maîtrisée par l'exploitant.

Les organes de sectionnement sont judicieusement répartis sur les canalisations de transfert pour limiter la quantité d'alcool pouvant s'épandre après arrêt du transfert.

Cet arrêt est asservi à une détection automatique de fuite dont les capteurs sont judicieusement répartis pour détecter au plus tôt toute fuite. Cette détection automatique peut être remplacée par un arrêt manuel lorsque le transfert est effectué sous la surveillance d'un opérateur. Dans ce dernier cas, des consignes sont mises en place.

Article 7.4.3.3. Localisation Zones ATEX.

L'exploitant détermine pour chaque chai de vieillissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).

Pour le risque d'explosion, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, 3 catégories de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion.

- Zone de type 0 (gaz) : zone à atmosphère explosive permanente, pendant de longues périodes ou fréquemment (catégorie 1),
- Zone de type 1 (gaz) : zone à atmosphère explosive occasionnelle en fonctionnement normal (catégorie 2),
- Zone de type 2 (gaz) : zone à atmosphère explosive épisodique dans des conditions anormales de fonctionnement, de faible fréquence et de courte durée (catégorie 3).

Dans les zones ATEX, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. L'installation d'appareillage certifié ATEX est obligatoire dans les zones à risques d'explosion.

L'exploitant définit l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles de maîtrise du risque de formation d'une atmosphère explosive et du risque d'explosion dans le document relatif à la protection contre les explosions (DRPE), dont :

- La mise en œuvre d'une signalétique ATEX au niveau des zones ATEX identifiées,
- La rédaction d'une procédure d'intervention en zone ATEX,
- La formation du personnel intervenant en zone ATEX,
- La formalisation de plan de prévention et de permis de feu incluant un encart ATEX,
- Le port de vêtements et de chaussures de travail à caractère antistatique.

Article 7.4.3.4. Installations électriques – Dispositions particulières.

Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques autres que les installations de sécurité.

L'éclairage artificiel par luminaires, les enveloppes des appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs, etc.), les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs, etc) et les prises de courant présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 ; De plus, les luminaires sont munis d'une protection mécanique.

En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les installations de stockage d'alcools de bouche disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Article 7.4.3.5. Électricité statique – Mise à la terre – Liaisons équipotentielles.

Tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 7.4.3.6. Formation du personnel.

Le personnel dédié aux installations de stockage d'alcools de bouche est formé au transport de marchandises dangereuses par route (formation ADR).

CHAPITRE 7.5. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1185.

ARTICLE 7.5.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 1185 « Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ; 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185, dans les conditions fixées à ses articles 2 et 3.

CHAPITRE 7.6. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1414.

ARTICLE 7.6.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 1414 « Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de) » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 août 2010 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 : Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes), dans les conditions fixées à son article 2.

CHAPITRE 7.7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1530.

ARTICLE 7.7.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 1530 « Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans les conditions fixées à son article 2.

CHAPITRE 7.8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1532.

ARTICLE 7.8.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 1532 « Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 modifié relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, dans les conditions fixées à ses articles 1^{er} et 2.

CHAPITRE 7.9. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2661.

ARTICLE 7.9.1. IMPLANTATION.

Le local de 480 m² (longueur de 24 mètres et largeur de 20 mètres), abritant l'atelier de soufflage de bouteilles en Polyéthylène Téréphtalate (PET), est aménagé au sein du Hall II de 5 866 m².

ARTICLE 7.9.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.

En dérogation aux dispositions du paragraphe 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2661 (Transformation de

polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), les parois de ce local présentent les dispositions constructives suivantes :

- Les parois nord, est et sud sont EI 15, constituées en matériaux A2s1d0, fixées à des poteaux en acier R15.
- La paroi ouest est EI 120, constituées en matériaux A2s1d0, fixées à des poteaux en bois R30, implantés dans le local « Embouteillage 2 ».

La couverture est en bac acier avec isolation et bi-couche.

En l'absence de recoupement REI120 en périphérie de l'atelier, une zone de 10 m est maintenue vide et libre de tout stockage à la périphérie des parois de l'atelier de soufflage de bouteilles PET.

Le stockage de préformes est distant de plus de 10 m de la zone de fabrication.

Au sein de la zone de fabrication, la quantité maximale de préformes stockées, en attente de soufflage, est équivalente à moins de 2 jours de production (encours de production).

CHAPITRE 7.10. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2925.

ARTICLE 7.10.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 2925 « Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') » respectent les dispositions de *l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »*, dans les conditions fixées à son article 2.

ARTICLE 7.10.2. BATTERIES UTILISÉES.

Les batteries des chariots, transpalettes et nacelles électriques sont de type étanches.

ARTICLE 7.10.3. IMPLANTATION DES POSTES DE CHARGE DES BATTERIES.

Les postes de charge, implantés au sein des halls de production « Embouteillage 1 » et des halls de stockage « Halls 2, 3 et 4 », respectent les prescriptions suivantes :

- Un espace de 1 mètre autour des batteries en charge est maintenu, en tout temps, libre de toute présence de matières combustibles et de toute source d'étincelle,
- La zone de charge est aménagée à proximité d'une ouverture permettant d'assurer une ventilation naturelle,
- Des consignes d'exploitation sont formalisées et affichées
- Des vêtements de travail anti-statiques sont mis à la disposition du personnel,
- Le personnel est formé aux risques associés.

L'aménagement des zones de charge doit respecter en tout temps les conclusions de l'étude ATEX avec la mise en œuvre et le respect des mesures de prévention décrites (organisationnelles et matérielles). Cette étude ATEX est renouvelée préalablement à toute modification d'une zone de charge des chariots de manutention.

Cette zone de charge doit rester protégée contre les risques de court-circuits.

Tout nouvel aménagement d'une zone de charge de chariots de manutention respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié susvisé.

CHAPITRE 7.11. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4130.

ARTICLE 7.11.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 4130 « Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740, dans les conditions fixées à son article 2.

CHAPITRE 7.12. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4441.

ARTICLE 7.12.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 4441 « *Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3* » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442*, dans les conditions fixées à son article 1^{er}.

CHAPITRE 7.13. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4718.

ARTICLE 7.13.1. CONDITIONS D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Les installations relevant de la rubrique 4718 « *Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)* » respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées*, dans les conditions fixées à son article 2.

CHAPITRE 7.14. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE MÉTHANISATION ET DE VALORISATION DU BIOGAZ.

ARTICLE 7.14.1. SURVEILLANCE DU PROCÉDÉ DE MÉTHANISATION.

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

ARTICLE 7.14.2. ZONAGE ATEX.

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs « fixes » de méthane ou d'alarmes.

Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques.

Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'ARTICLE 7.14.10.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux normes en vigueur. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.

ARTICLE 7.14.3. VENTILATION DES LOCAUX.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

ARTICLE 7.14.4. PHASE DE DÉMARRAGE DES INSTALLATIONS.

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

ARTICLE 7.14.5. PRÉCAUTIONS LORS DU DÉMARRAGE.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

ARTICLE 7.14.6. REPÉRAGE DES CANALISATIONS.

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (« norme NF X 08 100 ») ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan des installations de la station d'épuration du site.

ARTICLE 7.14.7. CANALISATIONS, DISPOSITIFS D'ANCRAGE.

Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

ARTICLE 7.14.8. RACCORDS DES TUYAUTERIES DE BIOGAZ.

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression.

S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).

Les canalisations de biogaz ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.

ARTICLE 7.14.9. SOUPAPE DE SÉCURITÉ, ÉVÉNEMENT D'EXPLOSION.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'ARTICLE 7.14.10 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion, défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

ARTICLE 7.14.10. PROGRAMME DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE.

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est formalisé.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

ARTICLE 7.14.11. FORMATION.

Le personnel, y compris le personnel intérimaire, est formé à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

ARTICLE 7.14.12. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION ET ASTREINTE.

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié.

Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la

détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.14.13. COMPTAGE DU BIOGAZ.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les biogaz issus du traitement des effluents aqueux sont brûlés dans une chaudière produisant la chaleur nécessaire au maintien en température des eaux résiduelles.

ARTICLE 7.14.14. RISQUES DE FUITE DE BIOGAZ.

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH₄ et de H₂S avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes sont décrites dans l'étude d'impact et font l'objet de consignes spécifiques.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.14.15. TRAITEMENT DU BIOGAZ.

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H₂S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.

ARTICLE 7.14.16. COMPOSITION DU BIOGAZ ET PRÉVENTION DE SON REJET.

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur.

Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins 3 ans.

La teneur en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.

L'exploitant procède, à une fréquence annuelle, à une analyse de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

ARTICLE 7.14.17. DESTRUCTION DU BIOGAZ.

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020).

La torçère installée doit être mise en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torçère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torçère et d'ouverture des soupapes.

L'exploitant définit, dans un plan de gestion, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours.

ARTICLE 7.14.18. UNITÉ DE COGÉNÉRATION POUR VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DU BIOGAZ PRODUIT.

L'installation de cogénération est implantée au sein d'un conteneur métallique une longueur de 6 m pour une largeur de 2,55 mètres et une hauteur de 2,3 mètres. Le conteneur est équipé de dispositifs de ventilation passifs et actifs matérialisés respectivement par des grilles au niveau de chaque compartiment du conteneur et une gaine d'évacuation avec ventilateur intégré, régulé en fonction de la température du compartiment.

L'installation de cogénération est composée des éléments suivants :

- Des réseaux gaz et fluide caloporteur connectant les installations de méthanisation au module de cogénération,
- D'un module de déshydratation du biogaz,
- D'un module de surpression biogaz,
- D'un module de traitement biogaz au charbon actif et de son système de bypass pour vidange,
- D'un ensemble de raccordements électriques BT et TGBT,
- D'une armoire technique abritant le TGBT,
- De l'ensemble automatisme nécessaire à la gestion de la centrale,
- D'un ensemble de raccordements électriques au réseau 20 kV comprenant, entre autres, un transformateur et un poste de livraison,
- Du module de cogénération : conteneur TEDOM CENTO 200 de puissance unitaire de 200 kWe traitant un biogaz à 80 % CH₄, comprend les éléments suivants :
 - Ensemble moteur-alternateur (400 V-50 Hz) avec rampe d'alimentation au biogaz,
 - Circuit d'échappement avec compensateur, silencieux et cheminée haubanée,
 - Dispositif de refroidissement moteur (pompe, préchauffage, tuyauterie, vanne de régulation),
 - Aéro-refroidisseurs (ventilateurs + radiateurs) montés sur le toit du conteneur,
 - Système de ventilation (air de combustion et évacuation de la chaleur rayonnée par le groupe) ;
- D'un local abritant divers équipements, pièces détachées et stockage huile/glycol avec les rétentions adaptées
- D'un gazomètre de 340 m³ de biogaz soit 223 kg de méthane.

L'ensemble des gaz provenant de la combustion du biogaz est évacué par une cheminée multi-conduit (par conteneur) calorifugée avec fût porteur auto-stable.

L'électricité produite au niveau du moteur sera ensuite auto-consommée sur la boucle haute tension interne du site, via injection dans un transformateur privatif situé à proximité du module de cogénération.

CHAPITRE 7.15. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE.

ARTICLE 7.15.1. EXPLOITATION D'ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE.

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque respectent les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*.

Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant produit et transmet à l'inspection des installations classées son analyse démontrant que les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie solaire photovoltaïque implantés sur les ombrières du parking de véhicules légers du personne, ne seraient pas soumis aux exigences de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé.

Préalablement à l'exploitation de tout équipement de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque en toiture, en façade ou au sol, y compris pour le bâtiment de stockage des Crémants sur lattes, l'exploitant adresse au Préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance.

CHAPITRE 7.16. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.

ARTICLE 7.16.1. ACCESSIBILITÉ À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX BÂTIMENTS.

Les équipements et dispositifs destinés à restreindre l'accès aux véhicules et personnes en situation normale, d'au moins un accès au site, doivent être compatibles avec les dispositions prévues en Annexe II.1 du présent arrêté.

Les aires de mise en station des moyens aériens permettant aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés) sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie d'un bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction et répondent aux dispositions prévues en Annexe II.2 du présent arrêté.

ARTICLE 7.16.2. SYSTÈME D'APPAUVRISSMENT EN OXYGÈNE DE L'ATMOSPHÈRE À L'INTÉRIEUR DES MGH.

Le système d'appauvrissement en oxygène de l'atmosphère à l'intérieur des MGH est un système instrumenté sur le modèle des mesures de maîtrise des risques (MMR), conforme aux normes en vigueur et conçu, aménagé, exploité et entretenu de manière à satisfaire aux objectifs fixés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé. À ce titre, il répond à la norme NF EN 16750+A1 d'août 2020, ou à sa version plus récente.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées son récolement aux dispositions de cette norme, dont les justifications relatives à :

- Le seuil d'inflammabilité en % de O₂ en volume des produits stockés,
- Les concentrations nominales minimales, cibles et maximales en O₂ à l'intérieur des MGH,
- Les seuils d'alerte et d'alarme retenus,
- Les marges de sécurité et de fonctionnement appliquées, les tolérances des capteurs d'oxygène retenues.

Le système générateur d'air appauvri en oxygène est situé dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt et isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'une ferme-porte, soit par une porte EI2 120 C.

Le système générateur d'air en oxygène et les installations de surveillance et d'alarme sont secourues en cas de coupure d'électricité par un groupe électrogène autonome. Une cuve d'azote liquide de 20 m³ est reliée aux MGH afin de maintenir le taux d'oxygène, à l'intérieur des MGH, sous la concentration nominale maximale en O₂.

L'exploitant formalise un plan de maîtrise des situations dégradées (gestion des situations de défaillance de la détection et du système d'appauvrissement en O₂ au cours des opérations de maintenance) intégré au plan d'opération interne (POI) de l'établissement et un dispositif d'astreinte assurant la disponibilité d'un personnel compétent pour intervenir, y compris lors de fermetures prolongées de l'établissement.

Les anomalies identifiées ou détectées afférentes l'exploitation des MGH sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le déclenchement de l'alarme incendie entraîne la mise à l'arrêt des transstockeurs.

ARTICLE 7.16.3. DÉTECTION INCENDIE ET ÉVACUATION DU PERSONNEL.

Les systèmes de détection et d'alarme « incendie » sont des systèmes instrumentés sur le modèle des mesures de maîtrise des risques (MMR), conformes aux normes en vigueur et conçus, aménagés, exploités et entretenus de manière à satisfaire aux objectifs fixés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Les chais de vieillissement d'alcools de bouche sont équipés :

- D'un système automatique de détection d'incendie et d'alerte de la personne chargée de la surveillance,
- D'un moyen d'appel de la personne chargée de la surveillance.

L'exploitant prend les dispositions permettant :

- L'alerte précoce des personnes présentes sur le site,
- Leur évacuation complète des installations et bâtiments,
- Leur recensement,
- De rendre compte de l'évacuation complète et de ce recensement à l'arrivée des secours.

Le personnel intervenant à l'intérieur des MGH et en hauteur disposent des équipements de protection individuelle (harnais, agrès, longes, mousquetons, cordes, etc.), vérifiés au moins annuellement par un organisme extérieur.

Ce personnel suit une formation initiale au travail en grande hauteur et des sessions d'entraînement bimestrielles dispensées par un organisme extérieur.

Des exercices d'évacuation à fréquence bimestrielle sont réalisés au sein des MGH. Ces exercices sont enregistrés et font l'objet de comptes-rendus tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.16.4. FORMATION DU PERSONNEL AU MANIEMENT DE MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE.

Un tiers du personnel est formé au maniement des extincteurs.

150 personnes sont formées, comme « Équipier de première intervention », au maniement des extincteurs et des robinets d'incendie armés.

12 personnes sont formées, comme « Équipier de seconde intervention », au maniement des extincteurs et des robinets d'incendie armés, à l'utilisation d'appareils respiratoires isolants (ARI) et de tenues résistantes au feu.

ARTICLE 7.16.5. CONTRÔLE INITIAL ET ENTRETIEN DES HYDRANTS.

Après toute nouvelle implantation d'hydrants et au moins 15 jours avant le récolement des travaux, l'attestation suivante doit être adressée au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) - Groupement Prévision, Risques Industriels et Urbanisme - 22, Boulevard Pierre 1^{er} - 33081 BORDEAUX Cedex :

- Attestation de conformité des hydrants installés sur un réseau privé, dûment complétée par l'installateur (Annexe II.4).

L'attestation suivante doit être adressée annuellement au SDIS :

- Attestation annuelle de débit minimal exigé des hydrants d'un réseau privé et de fonctionnalité des réserves incendie privées (Annexe II.5).

L'exploitant informe, dans les meilleurs délais, le service départemental d'incendie et de secours de la Gironde, par courriel à l'adresse suivante : DECI@sdis33.fr et l'inspection des installations classées de toute indisponibilité (panne, maintenance, etc.) des hydrants, dont il aurait connaissance.

CHAPITRE 7.17. DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.

ARTICLE 7.17.1. CAPACITÉ DE RÉTENTION.

En complément des prescriptions des articles 25-I et 25-II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*, le stockage de moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve ou à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.

Le stockage de produits tels que marcs, rafles, lies et des sous-produits est effectué de manière à pouvoir recueillir les écoulements, les eaux de lavage et les eaux de ruissellement.

ARTICLE 7.17.2. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS - BASSINS DE CONFINEMENT.

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site, les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement de vins ou d'un de ses sous-produits, suite à un accident.

Une consigne définit les modalités d'obturation des collecteurs, d'isolement des réseaux de collecte du site vis-à-vis du milieu extérieur et de collecte des eaux d'extinction et des écoulements accidentels vers les ouvrages de confinement.

Les déversements accidentels de vins, de ses sous-produits et de tout autre liquide sont dirigés vers le bassin « événementiel » de 850 m³, présent au niveau de la station d'épuration du site.

Les eaux d'extinctions collectées en cas d'incendie du bâtiment de désalcoolisation (distillation et cuveries) sont collectées gravitairement vers 2 buses métalliques enterrées de 332,5 m³ au nord-est de ce bâtiment, représentant un volume total de 665 m³.

Les eaux d'extinctions collectées en cas d'incendie du bâtiment « Embouteillage 1 et Hall 5 » sont dirigées vers le bassin des eaux pluviales existant de 3 200 m³ nord, présent à l'est des MGH.

Les eaux d'extinctions collectées en cas d'incendie du bâtiment de Crémants, du bâtiment « Embouteillage 2 et 3 et Halls de stockage 2, 3 et 4 » et des MGH, sont dirigées vers le bassin des eaux pluviales de 3 000 m³ central, présent à l'est du bâtiment de Crémants.

Les eaux d'extinctions collectées en cas d'incendie d'un chai de vieillissement d'alcools de bouche sont dirigées vers un bassin de confinement sud de 3 300 m³, présent à l'est des chais de vieillissement, placé en amont du bassin d'infiltration des eaux pluviales.

Les commandes des dispositifs d'obturation sont signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par le personnel du SDIS.

Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » est apposée directement sur la vanne, ou tout autre dispositif équivalent, afin de pouvoir justifier, en toute circonstance, des conditions de rétention du site.

TITRE 8. DISPOSITIONS FINALES.

CHAPITRE 8.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de BORDEAUX ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

CHAPITRE 8.2. PUBLICITÉ.

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-50 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LANDIRAS et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de LANDIRAS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de Gironde ;
Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.
- 3° L'arrêté est adressé au conseil municipal de BUDOS et d'ILLATS ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture : www.gironde.gouv.fr, pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 8.3. EXÉCUTION.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
Le Sous-Préfet de LANGON,
L'inspecteur des installations classées de la direction départementale de la protection des populations,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
Le Maire de LANDIRAS,
et tous les agents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE.

Bordeaux, le

24 DEC. 2025

LE PRÉFET,

Le Préfet
délégué pour l'égalité des chances

Bachir BAKHTI

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	7
CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	7
ARTICLE 1.1.1. <i>Exploitant titulaire de l'autorisation</i>	7
ARTICLE 1.1.2. <i>Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs</i>	7
ARTICLE 1.1.3. <i>Situation de l'établissement</i>	7
ARTICLE 1.1.4. <i>Autorisations embarquées</i>	7
ARTICLE 1.1.5. <i>Installations visées par la nomenclature des ICPE à déclaration, enregistrement ou autorisation</i>	8
CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS.....	8
ARTICLE 1.2.1. <i>installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités</i>	8
ARTICLE 1.2.2. <i>Réglementation « IED »</i>	12
CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	12
CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	12
ARTICLE 1.4.1. <i>Durée de l'autorisation</i>	12
ARTICLE 1.4.2. <i>Cessation d'activité</i>	12
CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES.....	13
ARTICLE 1.5.1. <i>Textes généraux applicables à l'établissement</i>	13
ARTICLE 1.5.2. <i>Textes spécifiques applicables à l'établissement</i>	13
ARTICLE 1.5.3. <i>Respect des autres législations et réglementations</i>	15
TITRE 2. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	15
CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	15
ARTICLE 2.1.1. <i>Surveillance de l'installation</i>	15
ARTICLE 2.1.2. <i>Défrichement</i>	15
ARTICLE 2.1.3. <i>Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets</i>	16
ARTICLE 2.1.4. <i>Prévention des risques naturels – Feu de forêt</i>	16
ARTICLE 2.1.5. <i>Plan d'opération interne</i>	16
ARTICLE 2.1.6. <i>Déclaration d'incident, d'accident ou de pollution accidentelle</i>	17
CHAPITRE 2.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	17
CHAPITRE 2.3. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	17
TITRE 3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	18
CHAPITRE 3.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION.....	18
ARTICLE 3.1.1. <i>Conditions d'application des prescriptions générales</i>	18
CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.....	18
ARTICLE 3.2.1. <i>Conduits et installations raccordées</i>	18
ARTICLE 3.2.2. <i>Conditions générales de rejet</i>	18
ARTICLE 3.2.3. <i>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</i>	19
ARTICLE 3.2.4. <i>Surveillance des rejets dans l'atmosphère</i>	19
TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	19
CHAPITRE 4.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	19
ARTICLE 4.1.1. <i>Origine des approvisionnements en eau</i>	19
ARTICLE 4.1.2. <i>Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux</i>	20
ARTICLE 4.1.3. <i>Sobriété hydrique</i>	20
ARTICLE 4.1.4. <i>Autorisation de prélèvement d'eau – réexamen décennal</i>	21
ARTICLE 4.1.5. <i>Adaptation des prélèvements d'eau en cas de sécheresse</i>	21
CHAPITRE 4.2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET.....	21
ARTICLE 4.2.1. <i>Identification des catégories d'eaux résiduares</i>	21
ARTICLE 4.2.2. <i>Localisation des points de rejet</i>	21
ARTICLE 4.2.3. <i>Conception, aménagement et équipement des dispositifs de rejet</i>	22
ARTICLE 4.2.4. <i>Valeurs limites d'émission des eaux résiduares avant rejet dans le milieu naturel</i>	23
ARTICLE 4.2.5. <i>Valeurs limites d'émission des eaux pluviales</i>	26
CHAPITRE 4.3. SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS.....	27
ARTICLE 4.3.1. <i>Relevé des prélèvements d'eau</i>	27

ARTICLE 4.3.2. Autosurveillance des eaux résiduaires.....	27
ARTICLE 4.3.3. Autosurveillance des eaux pluviales.....	28
CHAPITRE 4.4. SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS.....	28
ARTICLE 4.4.1. Surveillance des eaux du Tursan (masse d'eau FRFR54_23).....	28
ARTICLE 4.4.2. Surveillance des eaux souterraines.....	29
TITRE 5. DÉCHETS.....	30
CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	30
ARTICLE 5.1.1. Déchets produits par l'établissement.....	30
ARTICLE 5.1.2. Conditions de stockage interne des déchets.....	31
ARTICLE 5.1.3. Gestion des espèces floristiques invasives.....	31
TITRE 6. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	31
CHAPITRE 6.1. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.....	31
ARTICLE 6.1.1. Niveaux limites de bruit.....	31
ARTICLE 6.1.2. Valeurs limites d'émergence.....	31
ARTICLE 6.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores.....	31
CHAPITRE 6.2. TRAFIC ROUTIER.....	31
ARTICLE 6.2.1. Impact du trafic routier de poids-lourds.....	31
CHAPITRE 6.3. ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	32
ARTICLE 6.3.1. Réduction de la consommation énergétique et prévention des nuisances pour le voisinage.....	32
CHAPITRE 6.4. INSERTION PAYSAGÈRE.....	32
ARTICLE 6.4.1. Esthétique et insertion paysagère.....	32
CHAPITRE 6.5. ODEURS.....	32
ARTICLE 6.5.1. Prévention des nuisances olfactives.....	32
TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	33
CHAPITRE 7.1. IMPLANTATION DES INSTALLATIONS.....	33
ARTICLE 7.1.1. Installations, pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD).....	33
ARTICLE 7.1.2. Unité dédiée à la désalcoolisation des vins.....	33
ARTICLE 7.1.3. Chais de vieillissement d'alcools de bouche.....	33
ARTICLE 7.1.4. Bâtiment du forage, de cuveries et dédiés aux activités relevant de la rubrique 3642..	34
ARTICLE 7.1.5. station d'épuration autonome du site.....	34
ARTICLE 7.1.6. Aire de stockage extérieure.....	34
ARTICLE 7.1.7. Ombrières photovoltaïques.....	34
ARTICLE 7.1.8. Stockage de Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2.....	34
CHAPITRE 7.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES 1510 ET 1511.....	34
ARTICLE 7.2.1. Dispositions constructives et comportement au feu.....	34
ARTICLE 7.2.2. Désenfumage.....	36
ARTICLE 7.2.3. Compartimentage et dimensions des cellules.....	38
ARTICLE 7.2.4. Organisation des stockages.....	40
ARTICLE 7.2.5. Implantation des stockages extérieurs de matières combustibles.....	40
CHAPITRE 7.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2250....	40
ARTICLE 7.3.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	40
ARTICLE 7.3.2. Implantation de l'unité de distillation dédiée à la désalcoolisation partielle.....	41
CHAPITRE 7.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4755....	41
ARTICLE 7.4.1. Cuveries intérieures et extérieure d'alcools de bouche du bâtiment dédié à la désalcoolisation.....	41
ARTICLE 7.4.2. Chais de vieillissement d'alcools de bouche.....	42
ARTICLE 7.4.3. Toute installation de stockage d'alcools de bouche.....	43
CHAPITRE 7.5. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1185....	45
ARTICLE 7.5.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	45
CHAPITRE 7.6. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1414....	45
ARTICLE 7.6.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	45
CHAPITRE 7.7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1530....	45
ARTICLE 7.7.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	45

CHAPITRE 7.8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 1532.....	45
ARTICLE 7.8.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	45
CHAPITRE 7.9. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2661.....	45
ARTICLE 7.9.1. Implantation.....	45
ARTICLE 7.9.2. Dispositions constructives.....	45
CHAPITRE 7.10. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2925..	46
ARTICLE 7.10.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	46
ARTICLE 7.10.2. Batteries utilisées.....	46
ARTICLE 7.10.3. Implantation des postes de charge des batteries.....	46
CHAPITRE 7.11. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4130..	46
ARTICLE 7.11.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	46
CHAPITRE 7.12. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4441..	47
ARTICLE 7.12.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	47
CHAPITRE 7.13. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA RUBRIQUE 4718..	47
ARTICLE 7.13.1. Conditions d'application des prescriptions générales.....	47
CHAPITRE 7.14. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE MÉTHANISATION ET DE VALORISATION DU BIOGAZ.....	47
ARTICLE 7.14.1. Surveillance du procédé de méthanisation.....	47
ARTICLE 7.14.2. Zonage ATEX.....	47
ARTICLE 7.14.3. Ventilation des locaux.....	48
ARTICLE 7.14.4. Phase de démarrage des installations.....	48
ARTICLE 7.14.5. Précautions lors du démarrage.....	48
ARTICLE 7.14.6. Repérage des canalisations.....	48
ARTICLE 7.14.7. Canalisations, dispositifs d'ancrage.....	48
ARTICLE 7.14.8. Raccords des tuyauteries de biogaz.....	48
ARTICLE 7.14.9. Soupape de sécurité, évent d'explosion.....	49
ARTICLE 7.14.10. Programme de maintenance préventive.....	49
ARTICLE 7.14.11. Formation.....	49
ARTICLE 7.14.12. Surveillance de l'installation et astreinte.....	49
ARTICLE 7.14.13. Comptage du biogaz.....	50
ARTICLE 7.14.14. Risques de fuite de biogaz.....	50
ARTICLE 7.14.15. Traitement du biogaz.....	50
ARTICLE 7.14.16. Composition du biogaz et prévention de son rejet.....	50
ARTICLE 7.14.17. Destruction du biogaz.....	50
ARTICLE 7.14.18. Unité de cogénération pour valorisation énergétique du biogaz produit.....	51
CHAPITRE 7.15. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE.....	51
ARTICLE 7.15.1. Exploitation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque.....	51
CHAPITRE 7.16. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	52
ARTICLE 7.16.1. Accessibilité à l'établissement et aux bâtiments.....	52
ARTICLE 7.16.2. Système d'appauvrissement en oxygène de l'atmosphère à l'intérieur des MGH.....	52
ARTICLE 7.16.3. Détection incendie et évacuation du personnel.....	52
ARTICLE 7.16.4. Formation du personnel au maniement de moyens de lutte contre l'incendie.....	53
ARTICLE 7.16.5. Contrôle initial et entretien des hydrants.....	53
CHAPITRE 7.17. DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	53
ARTICLE 7.17.1. Capacité de rétention.....	53
ARTICLE 7.17.2. Protection des milieux récepteurs - Bassins de confinement.....	53
TITRE 8. DISPOSITIONS FINALES.....	54
CHAPITRE 8.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	54
CHAPITRE 8.2. PUBLICITÉ.....	54
CHAPITRE 8.3. EXÉCUTION.....	55
ANNEXE I – INFORMATIONS NON COMMUNICABLES.....	60
ANNEXE II – DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE.....	73
ANNEXE II.1 – DISPOSITIFS DE RESTRICTION D'ACCÈS.....	73

ANNEXE II.2 – AMÉNAGEMENT D'UNE VOIE ÉCHELLE (ENTREPÔT 1510).....	75
ANNEXE II.3 – AMÉNAGEMENT D'UNE RÉSERVE INCENDIE.....	78
ANNEXE II.4 – ATTESTATION DE CONFORMITÉ DES HYDRANTS INSTALLÉS SUR UN RÉSEAU PRIVÉ.....	80
ANNEXE II.5 – ATTESTATION ANNUELLE DE DÉBIT MINIMAL EXIGÉ DES HYDRANTS D'UN RÉSEAU PRIVÉ ET DE FONCTIONNALITÉ DES RÉSERVES INCENDIE PRIVÉES.....	81

ANNEXE II – DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE.

Annexe II.1 – Dispositifs de restriction d'accès.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA GIRONDE

DISPOSITIFS DE RESTRICTION D'ACCÈS



Les équipements, mobiliers et dispositifs destinés à restreindre ou condamner l'accès aux véhicules ou aux personnes (voir exemples ci-contre) doivent faire l'objet d'une maintenance régulière.

Afin de permettre l'intervention des secours, ils doivent être **manoeuvrables ou manoeuvrés, à tout moment et sans délais**, par l'une des solutions suivantes :



SYSTÈME D'OUVERTURE OU DE DÉVERROUILLAGE manoeuvrable avec la clé multifonction (normée NF S61-580) en dotation des véhicules d'incendie et de secours du SDIS 33 ;



DISPOSITIF FRAGILISÉ, SECABLE, ET REPÉRABLE par les sapeurs-pompiers permettant l'ouverture ou le déverrouillage ;



DISPOSITIF D'OUVERTURE MANUELLE OU COMMANDABLE À DISTANCE mis en oeuvre par le gestionnaire du dispositif de restriction ou les occupants du site, sur simple demande des sapeurs-pompiers qui se présentent sur les lieux ou sur demande téléphonique du Centre de Traitement de l'Alerte (18/112)*.

Les systèmes électriques doivent être à « sécurité positive » en cas de rupture de l'alimentation ou dysfonctionnement.

* uniquement pour les collectivités, établissements, sites, à risques particuliers répertoriés par le SDIS 33 et disposant d'une veille permanente.



LA MISE À DISPOSITION PRÉVENTIVE DE BADGES, CLES, CODE D'ACCÈS SPÉCIFIQUES N'EST PAS ACCEPTÉE.

TOUTEFOIS, IL EST POSSIBLE DE COMMUNIQUER UN CODE D'ACCÈS LORS DE L'APPEL DES SECOURS (18 OU 112).



Pôle Coordination Opérationnelle – Groupement Opération Prévision – Service Prévision

LES OUTILS COMPATIBLES

EN DOTATION DES VÉHICULES DU SDIS 33

1 LE COUPE BOULON

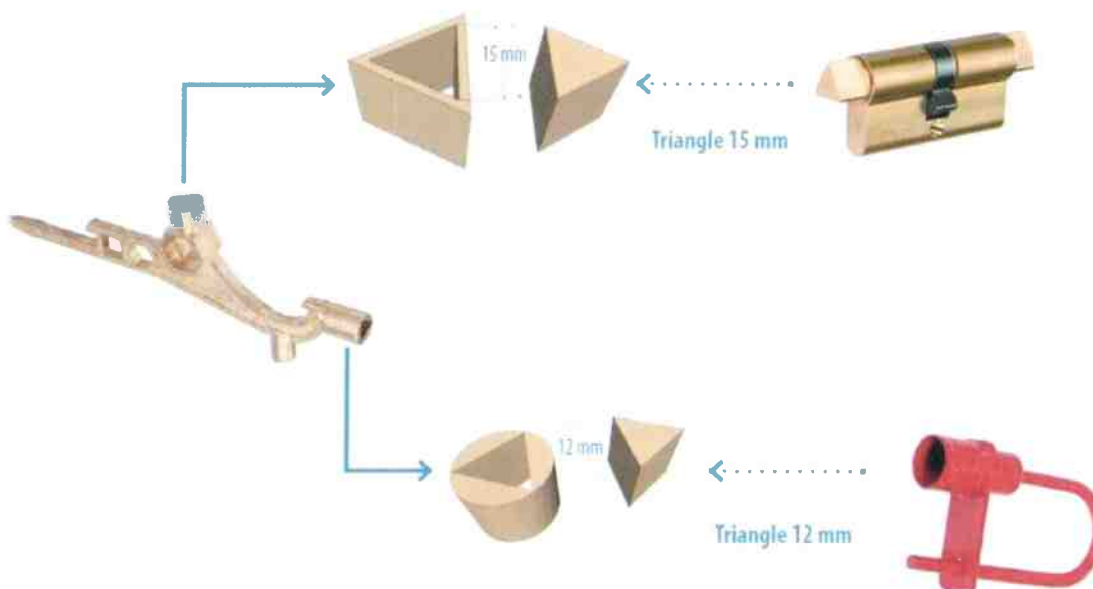


Le coupe boulon permet de sectionner un maillon de chaîne ou à défaut un cadenas d'un diamètre de 10 à 12 mm.



LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS NE SAURAIT ÊTRE ENGAGÉE SUITE À UN RETARD DANS LE DÉPLOIEMENT DES SECOURS LIÉ À LA PRÉSENCE DE DISPOSITIFS DE RESTRICTION D'ACCÈS.

2 LA CLÉ MULTIFONCTION « POLYCOISE »



SDIS de la Gironde • 22 Boulevard Pierre 1er - 33081 BORDEAUX Cedex
Tél. 05.56.01.84.40 • Mail : direction@sd33.fr



Annexe II.2 – Aménagement d'une voie échelle (entrepôt 1510).

ACCESSIBILITE AUX ENGINS D'INCENDIE ET DE SECOURS ANNEXE SPECIFIQUE AUX MOYENS AERIENS DES ENTREPOTS COUVERTS

OBJET

L'accessibilité des moyens dans les entrepôts couverts soumis à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement répond à des caractéristiques spécifiques.

Elles ont pour objectif **d'éviter la propagation d'une cellule à l'autre** en **s'appuyant sur les dispositions constructives** tout en **garantissant la sécurité des sapeurs-pompiers** en cas de ruine des structures.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts (soumis à la rubrique 1510 sous le régime de l'autorisation ou enregistrement)

ACCESSIBILITÉ AU SITE

L'installation dispose en **permanence d'un accès au moins** pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent **sans occasionner de gêne** pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'**accès au site** est conçu pour pouvoir être **ouvert immédiatement sur demande** des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie ».

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Une voie « engins » est positionnée de façon à **ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction**.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

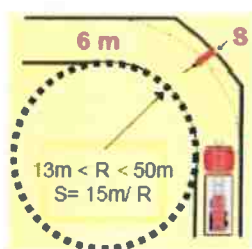
- la largeur utile est au minimum de **6 mètres**, la hauteur libre au minimum de **4,5 mètres** et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, **le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres**. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de **320 kN** avec un maximum de **130 kN par essieu**, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une **distance maximale de 60 mètres** de cette voie ;
- aucun obstacle** n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

► Rayon intérieur minimum de braquage :

R > 13 mètres

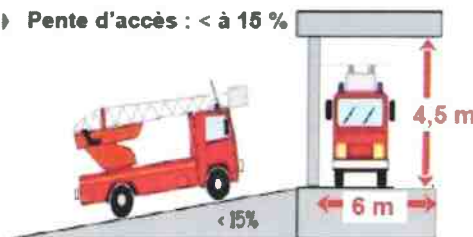
► Surlageur :

$S = 15/R$ dans
Les virages de
rayon intérieur à 50
m
(S et R exprimés en
mètres)



► Hauteur libre de passage : **4,5 mètres**

► Pente d'accès : < à 15 %



En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les **40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres** et une **aire de retournement** comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie « engins » est **proposé par le pétitionnaire** dans son dossier de demande.

AIRES DE MISE EN STATION DES MOYENS AÉRIENS

Elles sont **directement accessibles** depuis une voie « engins » et sont positionnées de façon à **ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction**.

Façades accessibles :

- Pour toute installation, au moins **une façade** est desservie par au moins **une aire de mise en station des moyens aériens**.
- Au moins **deux façades** sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est **supérieure à 50 mètres**.

Les **murs coupe-feu** séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont équipés, soit :

- **d'une aire de mise en station des moyens aériens**, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;
- **de moyens fixes ou semi-fixes** permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, **une aire de mise en station des moyens aériens** permet **d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades**.

Ces ouvertures permettent **au moins un accès par « niveau »** pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent **une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre**.

Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.

Chaque **aire de mise en station des moyens aériens** respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de **7 mètres**, la longueur au minimum de **10 mètres**, la pente au maximum de **10 %** ;
- elle comporte une **matérialisation au sol** ;
- **aucun obstacle aérien** ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de **1 mètre minimum et de 8 mètres maximum** ;
- elle est **maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible** aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au **Plan de Défense Incendie** défini au point 23 » de l'arrêté (cf. « **Références réglementaires** ») ;
- **l'aire résiste à la force portante** calculée pour un véhicule de **320 kN** avec un **maximum de 130 kN par essieu**, ceux-ci étant distants de **3,6 mètres** au minimum et présente une **résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm²**.

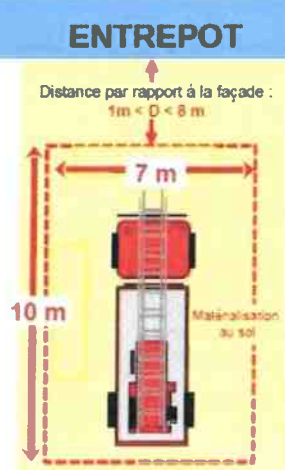
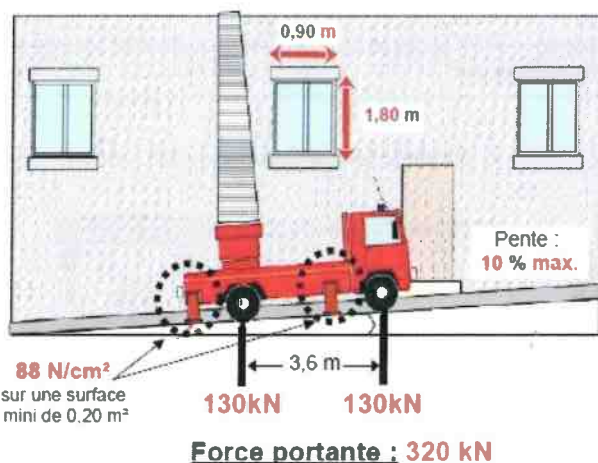
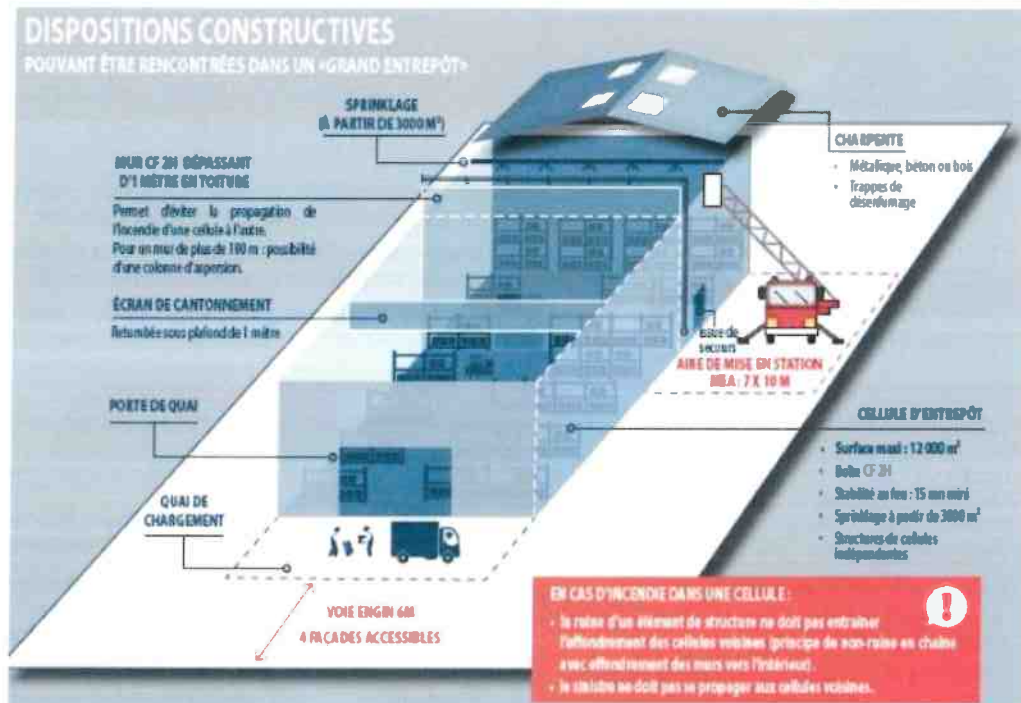


SCHÉMA GÉNÉRAL - CARACTÉRISTIQUES



Les dispositions du présent point ne sont **pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés** de surface respectant les dispositions suivantes :

- au moins un des murs séparatifs se situe à **moins de 23 mètres d'une façade accessible** ;
- la cellule comporte un **dispositif d'extinction automatique d'incendie** ;
- la cellule ne comporte **pas de mezzanine**.

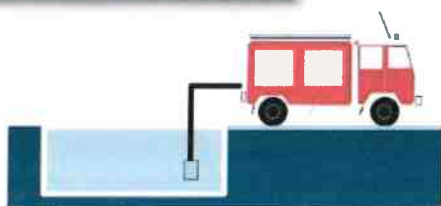
Annexe II.3 – Aménagement d'une réserve incendie.



THÉMATIQUE
DÉFENSE INCENDIE

PRINCIPES D'ACCESSIBILITÉ AUX VÉHICULES ET AUX PERSONNELS DU SDIS

LES RÉSERVES INCENDIE



Les réserves incendie viennent compléter ou remplacer les hydrants lorsque les réseaux sous pression sont insuffisants ou absents pour fournir les débits d'extinction.

Elles nécessitent la mise en oeuvre d'une **aspiration**, plus longue et plus délicate qu'un raccordement sur une prise d'eau alimentée par un réseau d'eau sous pression.

Elles peuvent avoir plusieurs formes ou capacités en fonction de la nature du risque incendie à défendre.

IMPLANTATION, AMÉNAGEMENT, RÉCEPTION

- ❑ Consulter le SDIS au stade du projet sur le dimensionnement, l'équipement, l'aménagement, le positionnement afin de s'assurer de la viabilité opérationnelle.
- ❑ Implanter les réserves à l'abri des flux thermiques en cas d'incendie et du ruissellement des eaux d'extinction.
- ❑ Prévoir une aire d'aspiration raccordée à une « voie engin » et la signaler.
- ❑ Ne pas réaliser de « col de cygne » sur la colonne d'aspiration pour éviter un problème d'amorçage de pompe.
- ❑ Solliciter auprès du SDIS un essai de mise en oeuvre à la réception.
- ❑ Disposer d'une colonne d'aspiration de 150 mm avec 2 prises de 100 mm par tranche de 240 m³ pour les réserves ≥ 120 m³
- ❑ Privilégier le compartimentage en plusieurs réserves par tranche de 240 m³ pour faciliter l'entretien et limiter les indisponibilités temporaires de la capacité totale.

ENTRETIEN DES RÉSERVES

Il convient de s'assurer des points suivants :

- ❑ Présence permanente de la capacité utile, retrait des dépôts et de la végétation.
- ❑ Etat et fonctionnement des équipements (prise(s), (vannes), colonne, crépine d'aspiration). Seule une mise en aspiration permet de s'assurer du fonctionnement.
- ❑ Signalisation, état et disponibilité de l'aire d'aspiration.

CARACTÉRISTIQUES COMMUNES

1 AIRE D'ASPIRATION

- 8x4 m ou 4x8 m,
- stabilisée « voie engins »,
- pente ≤ 7%,
- raccordée à une « voie engins »,
- bord à 3 mètres au plus de la prise de colonne.



2 DEMI-RACCORD DE 100 MM

- situé de 0,5 à 0,8 mètres max. du sol,
- auto-étanche de type AR (aspiration-refoulement),
- équipé de bouchon obturateur,
- tenons disposés verticalement et protégés de toute agression mécanique ou pose d'un raccord mobile.
- distance : prise d'aspiration-engin >1 m et ≤ 3 m
- distance : entre 2 prises d'aspiration >0,4 m et ≤ 0,8 m



3 COLONNE D'ASPIRATION Ø100 OU 150 MM

- longueur maximale 8 mètres,
- hauteur maximale d'aspiration de 6 mètres entre 1/2 raccord et crépine

4 CRÉPINE D'ASPIRATION

- immergée à 0,30 m sous la surface,
- à 0,50 m au moins du fond

5 MISE HORS GEL

Présence possible d'une vanne de barrage/fermeture pour mise hors gel du dispositif.



QUALITÉ DE L'EAU

Par principe général, l'eau des réserves DECI ne doit pas provenir des eaux de voirie, ni des eaux des effluents ou des eaux d'extinction. Ces eaux sont susceptibles d'être chargées en particules et substances chimiques incompatibles avec l'extinction, la protection des intervenants et celles des pompes des engins du SDIS.

Concernant l'utilisation d'eaux usées traitées après process, si elles entrent dans un processus d'alimentation d'une réserve d'eau dédiée à la DECI, celles-ci devront présenter a minima les caractéristiques demandées pour des rejets dans le milieu naturel.

Leur utilisation devra être validée par le SDIS par un document à faire établir par un organisme (ou bureau) de contrôle garantissant cette qualité.

CARACTÉRISTIQUES DES RÉSERVES INCENDIE

EXEMPLES DE RÉSERVES INCENDIE

RÉSERVES AU SOL FERMÉES



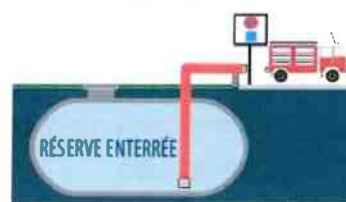
La **RÉSERVE SOUPLE** doit répondre à la norme **NF S62-250** (citermes souples pour la DECI).
Les réserves souples sont interdites en milieu forestier.



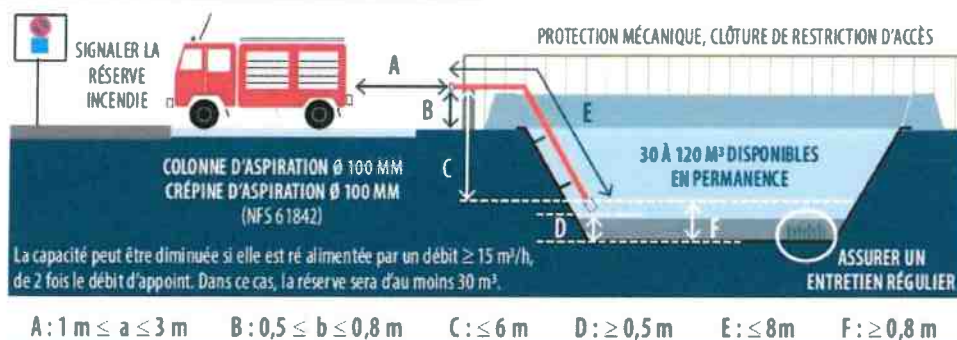
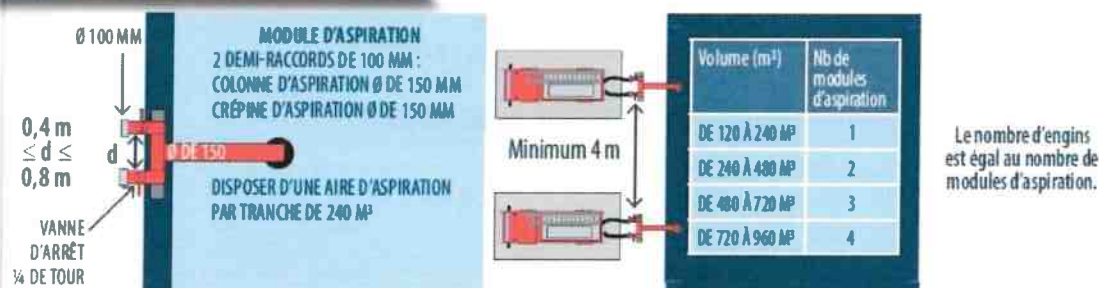
*Solutions B ou C : moins sensibles au gel, plus facile de mise en œuvre.
Solution B pour les ICPE.

Dispositif de sectionnement **FSH** (Fermeture dans le Sens Horaire) avec carré de 30x30 mm : il doit être manœuvrable au niveau du sol (profondeur maxi admise : 40 cm), accessible, repérable, facilement manœuvrable et actionnable, maintenu ouvert par défaut (en cas de fermeture, une mention doit être apportée).

RÉSERVE ENTERRÉE



RÉSERVE À L'AIR LIBRE

ÉQUIPEMENTS D'UNE RÉSERVE À L'AIR LIBRE DE 30 À 120 M³ÉQUIPEMENTS DES RÉSERVES > 120 M³

⚠ Tous les dispositifs retenus doivent présenter une pérennité dans le temps et dans l'espace. Les Points d'Eau Incendie ne doivent pas offrir une disponibilité hasardeuse. L'efficacité des PEI ne doit pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques, les prises d'eau doivent être hors gel.

Annexe II.4 – Attestation de conformité des hydrants installés sur un réseau privé.

Établissement : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE - 1925, Route des Coudannes - LANDIRAS (33720).

Date :

Je soussigné,....., installateur des hydrants assurant la défense incendie de l'établissement exploité par la société LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, au 1925, Route des Coudannes à LANDIRAS (33720), certifie sur l'honneur qu'après mesures effectuées le, ces derniers sont conformes à la norme NFS 61.211 ou NFS 61.213 et sont implantés conformément à la norme NFS 62.200.

Caractéristiques hydrauliques individuelles des nouveaux hydrants.

Hydrants	Emplacement	Débit maximum (m³/h)	Débit à 1 bar (m³/h)	Pression dynamique (bar)	Pression statique (bar)

Fait à, le.....
Pour servir ce que de droit.
(signature et cachet)

À retourner, 15 jours avant le récolement des travaux à :

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
Groupement Prévision, Risques Industriels et Urbanisme
22, Boulevard Pierre 1^{er}
33081 BORDEAUX Cedex

Ou à : direction@sdis33.fr

Annexe II.5 – Attestation annuelle de débit minimal exigé des hydrants d'un réseau privé et de fonctionnalité des réserves incendie privées.

Établissement : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE - 1925, Route des Coudannes - LANDIRAS (33720).

Hydrants privés présents sur le site.

Hydrants	Emplacement	Débit à 1 bar (m ³ /h)	Pression au débit nominal (bar)	Pression statique (bar)
100	Partie nord-ouest			
101	Partie sud-ouest			
102	Au sud du Hall II			
103	Entre Embouteillage 1 et Hall 3			
104	Partie sud-est			
105	Partie est			
106	Partie nord-est			
107	Au nord d'Embouteillage 1			
113	À l'ouest du bâtiment des Crémants			

Je soussigné,, société ayant réalisé les contrôles sur les hydrants normalisés cités ci-dessus, certifie que l'ensemble des hydrants garantissent un débit minimal de 60 m³/h, sous un bar, chacun, pour des hydrants de DN100 et un débit minimal de 120 m³/h, sous un bar, chacun, pour des hydrants de DN150.

Fait à, le
Pour servir ce que de droit.
(signature et cachet)

À retourner, annuellement, à :

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
Groupeement Prévision, Risques Industriels et Urbanisme
22, Boulevard Pierre 1^{er}
33081 BORDEAUX Cedex

Ou à : direction@sdis33.fr

Établissement : LES GRANDS CHAIS DE FRANCE - 1925, Route des Coudannes - LANDIRAS (33720).

Contrôle annuel fonctionnel simplifié des réserves incendie privées.

Réserves incendie privées	Accessibilité et visibilité	Volume d'eau disponible	Bon état des équipements de mise en aspiration
108			
109			
115			
116			

Fait à, le
Pour servir ce que de droit.
(signature et cachet)

À retourner, annuellement, à :

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
Groupement Prévision, Risques Industriels et Urbanisme
22, Boulevard Pierre 1^{er}
33081 BORDEAUX Cedex

Ou à : direction@sdis33.fr